

« Il faut s'excuser » :
Le plan de la nouvelle
présidente de l'AFA
pour desserrer le nœud
France – Algérie

P.02

Une première à l'échelle
européenne :
SONATRACH lance la production
de l'essence « E5 »

P.03



Entrepreneuriat :
L'Algérie occupe la première
place mondiale en termes de
volume d'activités en 2025

P.03



Environnement :



Lancement de spécialités
environnementales dans
le secteur de la formation
professionnelle

P.04

Santé :



Vers une augmentation
du nombre de pharmacies
privées

P.04

Agriculture :



Son prix peut atteindre
2 000 000 DA/kg :
Le « Safran DZ » défie les
géants mondiaux

P.05

Annaba célèbre la
Journée nationale de la
commune sous le haut
patronage du wali,
Abdelkrim Lamouri

P.06



« IL FAUT S'EXCUSER » :

Le plan de la nouvelle présidente de l'AFA pour desserrer le nœud France-Algérie



À Paris, la nouvelle présidente de l'Association France – Algérie a livré sa première prise de parole publique. Face à une relation diplomatique à l'arrêt depuis l'été 2024, Ségolène Royal a choisi un terrain sensible, longtemps repoussé, pour esquisser une sortie de crise. Au centre de son discours, la mémoire coloniale, les restitutions et les séquelles encore ouvertes des essais nucléaires français dans le Sahara. Samedi, à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), universitaires, militants associatifs et acteurs du dialogue franco-algérien se sont réunis autour d'un thème lourd de sens : «Demain, la France et l'Algérie». Très attendue, cette intervention n'a rien eu d'un discours de convenance. L'ancienne ministre a posé un diagnostic sans détour, la crise diplomatique actuelle ne se réglera pas par des gestes symboliques

ou des rappels d'ambassadeurs. Le blocage, selon elle, plonge ses racines dans un passé encore mal assumé.

Crise France – Algérie : la mémoire coloniale remise au centre du débat par Ségolène Royal

D'emblée, Ségolène Royal a placé le dossier mémoriel au cœur de sa démarche. « Le problème, c'est la mémoire », a-t-elle affirmé devant l'auditoire, avant de préciser que « certaines blessures, les crimes de la colonisation, n'ont pas été nommées totalement, ni réparées, ni excusées ».

Une position assumée, dans un contexte où l'expression de « rente mémorielle » s'est imposée dans le débat public français, notamment à droite. Une notion que l'ancienne candidate à la présidentielle rejette fermement. « Je n'accepte pas le concept de rente mémorielle, parce que c'est une manière commode de

délegitimer la parole des blessés de l'histoire », a-t-elle déclaré.

Pour elle, la mémoire des violences coloniales ne relève ni d'un calcul politique ni d'un rapport de force diplomatique. « La mémoire des violences coloniales n'est pas un calcul ou un intérêt, c'est un droit de reconnaissance de faits établis et documentés », a-t-elle insisté, appelant la France à assumer pleinement cette part de son histoire.

France – Algérie : restitutions, archives et symboles au cœur des propositions

Deuxième axe avancé par Ségolène Royal, la restitution des biens culturels, des archives et des dépouilles liées à la période coloniale. Un sujet sensible, régulièrement évoqué, mais rarement abordé de manière aussi directe.

« Pour l'Algérie, il faut restituer, il faut tout rendre », a-t-elle lancé, évoquant aussi bien les objets

historiques que les restes humains conservés en France.

Elle a notamment cité plusieurs symboles forts :

- La tente, le sabre et le fusil de l'Émir Abdelkader, conservés au musée Condé de Chantilly.
- Le canon Baba Merzoug, toujours exposé à Brest.
- Les crânes et dépouilles de résistants algériens conservés dans les collections françaises

À propos du canon Baba Merzoug, elle a assuré : « Je vais voir cela avec le maire de Brest pour que ce soit fait dans les meilleurs délais ». Concernant les dépouilles, son objectif est clair, travailler à la restitution de « la totalité des dépouilles des résistants algériens ».

Essais nucléaires français : ouvrir les archives et réparer les territoires

Troisième volet, particulièrement sensible, les essais nucléaires

français menés dans le Sahara algérien dans les années 1960. Ségolène Royal réclame la transmission complète des archives à l'Algérie, ainsi qu'une mise à jour des données liées aux contaminations.

« Il faut documenter toutes les conséquences, notamment les contaminations et les conditions de la dépollution de ce territoire », a-t-elle souligné.

Au-delà du devoir de vérité, elle y voit un champ concret de coopération bilatérale. Dépollution, expertise environnementale, transition énergétique. « Voilà une belle opportunité de développer des entreprises sur le secteur énergétique, sur le secteur de la transition énergétique et de la propreté environnementale », a-t-elle estimé, appelant à mobiliser des spécialistes français et algériens sur ces enjeux.

PEINE DE MORT :

Ce que reconnaît officiellement le ministre de la Justice

La question de la peine de mort en Algérie ressurgit régulièrement dans le débat public, souvent à la faveur de crimes graves ou de discussions sur les fondements du droit national.

Cette fois, c'est une réponse officielle du ministre de la Justice qui remet le sujet sous les projecteurs. Saisie par une question parlementaire, le garde des Sceaux a clarifié la position de l'État.

Aucune entrave juridique n'empêche d'étudier l'application de cette sanction, toujours inscrite dans le code pénal, même si son exécution demeure gelée depuis plus de trois décennies.

Une ligne de crête assumée, entre engagements internationaux, principes juridiques internes et références à la charia islamique.

La peine de mort en Algérie reste inscrite dans le droit pénal

Dans une réponse écrite adressée au député Rabah Djedou, le ministre

de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, rappelle un point fondamental, la peine de mort en Algérie n'a jamais été abolie. Elle demeure prévue par la législation nationale et peut être prononcée par les juridictions compétentes dans des affaires d'une gravité extrême. Selon le ministre, cette sanction s'applique à des crimes entraînant des atteintes majeures aux intérêts fondamentaux de la société, notamment :

- Le meurtre avec préméditation
- L'enlèvement dans des circonstances aggravantes
- Les actes terroristes et subversifs graves
- Certains crimes liés au trafic de drogue, dans des cas strictement encadrés par la loi

La philosophie pénale qui encadre cette peine repose, précise le ministre, sur deux piliers, la dissuasion générale et la protection de l'ordre public, dans des situations

où les dommages causés sont jugés irréversibles ou particulièrement lourds.

Peine de mort : un gel de l'exécution en vigueur depuis 1993

Si la peine de mort en Algérie reste juridiquement valable, son application effective est suspendue depuis 1993. Une précision centrale, rappelée par Lotfi Boudjemaa, qui souligne que ce gel s'inscrit dans une démarche conforme aux engagements internationaux du pays.

L'Algérie a notamment approuvé la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 16 décembre 2020. Appelant à la suspension des exécutions. Cette position découle de son adhésion au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié en mai 1989.

L'article 6 de ce pacte consacre le droit à la vie comme un droit fondamental. Un principe que

l'État algérien affirme respecter, tout en conservant sa souveraineté législative. Ce choix traduit une volonté affichée de concilier les normes internationales avec le cadre juridique national.

Charte islamique et droit positif : une articulation assumée

Dans sa réponse, le ministre de la Justice aborde également la question de l'inspiration religieuse du droit algérien. Il rappelle que la charia islamique constitue l'une des sources du droit, conformément aux dispositions du code civil.

À ce titre, la peine de mort, assimilée dans le référentiel religieux à la notion de qisas, repose sur une logique distincte de celle du droit pénal moderne. « La sanction dans la charia s'appuie sur un ressort spirituel et moral, antérieur à la crainte de l'autorité publique », explique le ministre. Soulignant que l'objectif premier demeure la protection de la vie et



l'établissement de la justice.

Il distingue ainsi cette approche des philosophies pénales contemporaines. Souvent centrées sur la dissuasion ou la réinsertion, et dont les fondements évoluent selon les contextes sociaux et historiques. Sans trancher définitivement, Lotfi Boudjemaa reconnaît l'existence d'un débat doctrinal parmi les juristes et les spécialistes du fiqh. La question porte sur l'interprétation des finalités de la charia. Faut-il privilégier l'application stricte de la peine capitale ou mettre en avant des valeurs comme la clémence et le pardon pour parvenir à une justice plus équilibrée ?

Les walis de la République supervisent les activités de célébration de la Journée nationale de la commune

Les walis de la République ont supervisé, dimanche, à travers différentes régions du pays, les activités de célébration de la Journée nationale de la commune, en consécration de la place centrale qu'occupe la commune en tant que base essentielle du développement local et outil efficace pour la

concrétisation de la politique de décentralisation, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Les walis de la République ont supervisé "les activités de célébration reflétant la place centrale de la commune en tant que base essentielle

du développement local et outil efficace pour la concrétisation de la politique de décentralisation", et ce, en présence des autorités locales, des élus, des cadres du secteur, ainsi que de représentants de la société civile, a précisé la même source.

Dans ce cadre, les efforts déployés pour l'amélioration de la qualité des

services publics et le renforcement de la gouvernance locale ont été mis en avant, outre la distinction de cadres et de fonctionnaires communaux, en reconnaissance de leur engagement et de leur dévouement au service du citoyen.

A cette occasion, l'accent a été mis sur l'intérêt accordé par le ministre

de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, à la poursuite du "soutien aux collectivités locales et au renforcement de leurs capacités humaines et institutionnelles" pour "une commune moderne, performante et proche des attentes du citoyen", note le communiqué.

 Quotidien indépendant d'informations générales times Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com	P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
---	---	---	--	--

GEW : L'Algérie numéro 1 mondiale de l'entrepreneuriat en 2025

Le Global Entrepreneurship Network (GEN) vient de rendre son verdict : avec plus de 58 000 activités organisées, l'Algérie caracole en tête du classement mondial de la 17e édition de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat (GEW 2024-2025). Un record historique qui témoigne de la vitalité de l'écosystème national. L'Algérie confirme son nouveau statut de hub entrepreneurial sur la scène internationale. Lors de la 17e édition de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat (GEW), le pays a réalisé une performance inédite en se hissant à la première place

mondiale en termes de volume d'activités. Selon les chiffres officiels communiqués par le Global Entrepreneurship Network (GEN), l'Algérie a recensé un total impressionnant de 58 750 initiatives sur l'ensemble du territoire national.

L'Algérie en tête du classement mondial GEN 2025 : Un record historique

Ce score place l'Algérie loin devant ses concurrents immédiats. Le pays devance ainsi largement l'Éthiopie, classée deuxième avec 20 032 activités, suivie du Brésil (7 400), du Sri Lanka (1

3EW Algeria ranked 1st worldwide - 2025

Countries	Activities
Algeria	58 750
Éthiopie	20 032
Brazil	7 400
Sri Lanka	1 671
Jordan	1 543

671) et de la Jordanie (1 543). Cet écart abyssal souligne l'ampleur de la mobilisation citoyenne et institutionnelle engagée durant cet événement.

Placée sous le haut patronage du Premier ministre, cette édition a fédéré l'ensemble des acteurs du

secteur : ministères, organismes d'appui, incubateurs, start-up et micro-entreprises. Aux quatre coins du pays, des ateliers de formation, des hackathons et des rencontres de sensibilisation ont rythmé cette semaine dédiée à l'innovation.

Écosystème entrepreneurial algérien : Start-up et incubateurs unis pour la GEW

Cette consécration n'est pas le fruit du hasard. Elle illustre la stratégie volontariste des pouvoirs publics visant à diversifier l'économie nationale. En encourageant l'initiative privée et en soutenant

massivement les porteurs de projets, l'Algérie mise sur la jeunesse pour bâtir son avenir économique.

L'adhésion massive au slogan de cette année, « Together, We Build – Ensemble, nous construisons », démontre une volonté collective de faire de l'entrepreneuriat un véritable levier de développement social et de souveraineté économique.

Avec ce titre mondial, l'Algérie ne se contente plus de suivre les tendances, elle s'impose désormais comme une référence globale en matière de promotion de l'esprit d'entreprise.

Une première à l'échelle européenne : SONATRACH lance la production de l'essence « E5 »

Dans une démarche stratégique sans précédent à l'échelle européenne, le géant algérien des hydrocarbures, Sonatrach, a franchi une étape majeure dans la transition énergétique. Via sa filiale italienne, la raffinerie d'Augusta, le groupe a officiellement lancé la production et la commercialisation de l'essence à faible émission « E5 ». Le passage de la planification à l'exploitation commerciale est désormais une réalité. La raffinerie d'Augusta (Sonatrach Raffineria Italiana), située en Sicile, a annoncé vendredi avoir procédé au chargement de la première



cargaison d'essence E5 le 14 janvier dernier. Ce carburant se distingue par l'intégration de 5 % d'éthanol, un composant biosourcé issu de matières organiques ou agricoles.

L'utilisation de cet additif permet non seulement de réduire la dépendance aux dérivés pétroliers

conventionnels, mais aussi de diminuer sensiblement les émissions de dioxyde de carbone (CO2). Un avantage majeur pour les consommateurs : ce carburant est parfaitement compatible avec les parcs automobiles actuels sans nécessiter la moindre modification technique des moteurs.

« E5 » : Une réponse aux exigences environnementales de l'UE

Cette avancée s'inscrit dans une stratégie globale de décarbonation. L'éthanol utilisé provient de l'usine IMA, située dans la région de Trapani, en Sicile, renforçant ainsi l'ancrage local et circulaire

de la production de Sonatrach sur le sol italien.

Pour le groupe algérien, ce projet répond à deux impératifs :

- La conformité réglementaire : S'aligner sur les législations européennes de plus en plus strictes concernant l'incorporation de composants biologiques dans les carburants de transport.
- La compétitivité : Anticiper les taxes carbone et les restrictions environnementales imposées par l'Union européenne sur les produits à forte empreinte écologique.

Renforcement de la présence internationale

Dans son communiqué, la raffinerie

souligne que ce succès « illustre la capacité de Sonatrach à s'adapter aux transformations réglementaires et environnementales rapides du marché européen ».

Ce développement intervient quelques semaines seulement après l'inauguration d'un nouveau laboratoire d'analyses chimiques de pointe au sein de la même raffinerie.

Ces investissements successifs confirment la volonté de Sonatrach de consolider ses actifs stratégiques à l'étranger, en hissant ses standards de qualité et de sécurité aux niveaux les plus élevés de l'industrie européenne.

Faux dossiers, vraies voitures : Les dessous d'un empire du trafic automobile en Algérie

Les enquêtes judiciaires et sécuritaires menées dans le plus grand dossier lié à un « véritable empire » de trafic de véhicules ont permis de mettre au jour un stratagème minutieusement orchestré par des réseaux criminels internationaux, avec la complicité de plusieurs employés communaux et agents des douanes. Ces derniers procédaient à la falsification intégrale de dossiers administratifs au nom de citoyens totalement étrangers à ces crimes, en exploitant leurs données personnelles relevées sur des listes affichées dans les communes et les daïras pour diverses raisons, notamment lors des commissions de retrait de permis de conduire ou des listes relatives aux formules de logement.

Ces agissements ont coïncidé avec la période d'application de la décision des hautes autorités du pays visant à rapprocher l'administration du citoyen, en facilitant l'accès aux documents administratifs sans entraves bureaucratiques. Le réseau procédait également à la manipulation des déclarations de passage en douane, connues sous l'appellation « TPD ».

Selon le média « Echorouk Online », les investigations ont

établi l'existence de relations étroites entre les membres de cette organisation criminelle internationale et des fonctionnaires relevant des services de l'état civil et des cartes grises de la commune de Bab El Oued. Ces derniers excellaient dans la falsification de tous types de documents : cartes d'identité, permis de conduire, cartes nationales d'identité, autorisations d'importation, cartes de circulation provisoires, déclarations douanières, quittances de dédouanement, bons d'achat auprès de concessionnaires agréés, factures de vente et actes de naissance.

Extension du réseau à travers le pays

Selon toujours « Echorouk Online », il a également été établi que cette organisation étendait ses ramifications à plusieurs wilayas du pays : Boumerdès, Blida et Tipaza au Centre, Sétif, Guelma et Jijel à l'Est, Oran, Tlemcen et Mostaganem à l'Ouest, ainsi qu'El-Oued et Tamanrasset au Sud. Les enquêtes ont mis en évidence des liens directs avec des agents des douanes en poste aux frontières et dans les ports, ayant permis l'entrée de véhicules non dédouanés sur le territoire national grâce à des déclarations TPD



frauduleuses.

Les faits remontent à fin décembre 2019, lorsque la brigade de lutte contre le trafic de véhicules de la police judiciaire d'Alger a reçu des informations concernant des véhicules en circulation dont les cartes grises avaient été établies sur la base de dossiers falsifiés. La coordination avec la commune de Bab El Oued a permis d'identifier plusieurs dossiers liés à des véhicules immatriculés sous la série « 16-00... ». Les vérifications ont révélé que les identités des propriétaires étaient fictives, que les adresses indiquées étaient inexistantes et que l'ensemble des documents était falsifié.

Au total, 64 dossiers frauduleux ont été recensés, aboutissant à la récupération de 37 véhicules, tandis que 27 autres font toujours l'objet de recherches. Les véhicules

concernés se répartissent entre voitures volées sur le territoire national, véhicules recherchés par Interpol après des vols commis en France entre 2016 et 2017, véhicules introduits illégalement depuis l'étranger, ainsi que des voitures dont l'année de mise en circulation a été falsifiée.

Conséquences et chefs d'accusation

Les enquêtes ont également démontré que certaines cartes grises avaient été légalement émises par la commune de Bab El Oued, après l'obtention frauduleuse d'attestations d'hébergement à des adresses fictives. Ce procédé a été facilité par la numérisation des services communaux entamée en 2016, période durant laquelle ont été délivrées la majorité des cartes de circulation litigieuses.

Les investigations approfondies ont mis en cause plusieurs employés communaux, dont certains ont réceptionné des dizaines de dossiers falsifiés, délivré des cartes grises sans laisser de traces d'empreintes ou exploité des codes d'accès aux bases de données nationales pour y introduire de fausses informations techniques. Le mode opératoire permettait ainsi la mise en circulation légale de véhicules dont les données étaient enregistrées dans les systèmes centraux, rendant leur détection extrêmement difficile. Selon la même source, 50 personnes sont poursuivies dans cette affaire, dont des membres du réseau criminel, des employés communaux et plusieurs agents des douanes. Ils font face à de lourdes accusations, notamment constitution d'association de malfaiteurs, trafic de véhicules d'origine étrangère portant atteinte à l'économie nationale, vol aggravé, faux et usage de faux, usurpation d'identité, abus de fonction et manipulation frauduleuse de données dans des systèmes informatiques officiels. Enfin, les mis en cause comparaîtront devant le tribunal criminel de Dar El Beïda, à Alger, le jeudi 22 janvier prochain.

SECTEUR DE LA SANTÉ : Vers une augmentation du nombre de pharmacies privées

Le ministre de la Santé, Mohamed Sadek Aït Moussaoudane, a annoncé, jeudi, le lancement de l'élaboration d'un projet de décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'exercice de la profession de pharmacien. Ce nouveau texte vise notamment à augmenter le nombre de pharmacies privées à l'échelle nationale. S'exprimant lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale, le ministre a précisé que ce projet de décret est actuellement examiné par une commission regroupant des experts, des techniciens, des partenaires sociaux ainsi que le Conseil de déontologie de la profession. Selon lui, ce cadre réglementaire permettra d'élargir l'accès aux agréments pour l'ouverture de

pharmacies privées, contribuant ainsi à une meilleure couverture territoriale. Ce décret, élaboré en application de l'article 250 de la loi relative à la santé, vise à renforcer le réseau national des officines, dont le nombre est actuellement estimé à 12.938 pharmacies privées. L'objectif est également de garantir une meilleure disponibilité des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux sur l'ensemble du territoire. Dans ce contexte, le ministre a indiqué que le dispositif permettra de répondre à un plus grand nombre de demandes émanant de pharmaciens non encore agréés, inscrits sur des listes d'attente. Ces demandes seront traitées via une plateforme numérique, afin d'assurer la transparence des procédures et l'égalité d'accès à

l'information. **Quelles sont les autres réformes sanitaires ?** Dans le même esprit de modernisation du secteur, le Professeur Mohamed Sadek Aït Massoudane a annoncé l'élaboration de deux autres projets de décrets exécutifs. Le premier fixe les conditions de prescription des produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine, tandis que le second définit les caractéristiques techniques des compléments alimentaires destinés à la consommation humaine. Ces deux projets ont été déposés pour examen au niveau du Secrétariat général du gouvernement. Par ailleurs, répondant à une question relative à la prévention du cancer de la prostate et à la prise en charge des patients, le ministre a indiqué que son



département a mis en place un programme national de prévention, accompagné du renforcement des structures spécialisées en urologie et de l'introduction de nouvelles techniques de dépistage. Dans ce cadre, il a annoncé l'acquisition prochaine de cinq robots chirurgicaux dans le cadre du Fonds spécial de lutte contre le cancer. Quatre de ces équipements seront affectés aux centres hospitalo-universitaires des wilayas d'Alger, Batna et

Oran, ainsi qu'à l'établissement hospitalier spécialisé en transplantation d'organes de Blida. Le cinquième robot sera destiné au service de chirurgie générale de l'établissement hospitalier spécialisé dans le traitement du cancer Pierre-et-Marie-Curie, à Alger. À travers ces mesures, les autorités sanitaires entendent renforcer l'accès aux soins, moderniser les pratiques médicales et améliorer la qualité de la prise en charge des patients à l'échelle nationale.

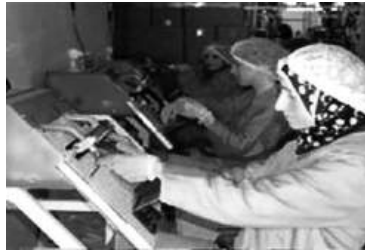
Lancement de nouvelles spécialités environnementales dans le secteur de la formation professionnelle

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie et le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels ont signé, jeudi à Alger, un memorandum d'entente visant à renforcer le système de formation dans de nouvelles spécialités environnementales et à développer la coopération pédagogique et technique en la matière. Le document a été signé par le Secrétaire général du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Karim Baba, et le Secrétaire général du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Seddik Koudil, sous la supervision des ministres des deux secteurs, respectivement Kaouter Krikou et Nacima Arhab, et en présence de plusieurs cadres, et ce, au terme de la visite de terrain qu'elles ont effectuée à la filiale de l'entreprise publique économique de papier de récupération (PAPIREC) à El-Harrach, spécialisée dans la collecte et la valorisation du papier et du carton utilisés, et à l'Institut national spécialisé dans la formation des métiers de l'énergie

et de l'électricité à Sebaat (Rouiba). Cet accord prévoit le lancement de nouveaux programmes de formation et d'enseignement professionnels, dont "technicien en démantèlement des DEEE", "technicien en maintenance des panneaux solaires" et "technicien en transformation des matières organiques en compost et valorisation de la biomasse". Il permettra également aux deux secteurs de renforcer leur coopération pédagogique et technique, et de développer des contenus communs de formation dans les domaines de l'environnement et du développement durable, outre l'encouragement et l'accompagnement des jeunes diplômés des établissements de formation, porteurs d'idées et de projets innovants dans le domaine de l'environnement, tout en œuvrant à créer des branches de "formation d'excellence" qui visent des niveaux élevés de qualification et répondent aux normes établies. L'accord vise, en outre, le développement de la formation par apprentissage dans les domaines de l'environnement et l'amélioration,

la mise à jour et l'adaptation des programmes pédagogiques environnementaux des spécialités adoptées dans les établissements de formation et d'enseignement professionnels, à travers l'implication des professionnels du secteur de l'environnement. Dans une déclaration à la presse en marge de cette visite, Mme Krikou a mis en avant l'importance de l'introduction de nouvelles spécialités environnementales, à même de permettre aux stagiaires d'accéder directement au monde du travail avec une qualification adéquate, en vue de soutenir l'économie verte à travers le renforcement des capacités de la filière du recyclage et de la valorisation des déchets, ainsi que la mise en œuvre des récentes législations relatives à l'organisation du domaine de la récupération et des activités connexes. Ces formations, a-t-elle ajouté, permettront d'encourager les jeunes à s'orienter vers ces activités et à bénéficier des facilitations offertes, notamment fiscales et financières, y compris les crédits accordés par l'Agence nationale de gestion du

microcrédit (ANGEM) au profit des jeunes issus de la formation professionnelle, ce qui renforcera l'orientation vers les métiers verts et l'économie circulaire. De son côté, Mme Arhab a affirmé que cet accord tend à orienter et à sensibiliser les jeunes à l'accès à ces nouvelles spécialités environnementales à dimension socioéconomique, permettant aux bénéficiaires de la formation professionnelle une insertion rapide dans le monde du travail, à travers l'emploi ou l'entrepreneuriat environnemental. La ministre a, en outre, fait état des efforts en cours pour généraliser ces formations à l'échelle nationale au niveau des centres du secteur, mettant en exergue l'importance de s'adapter aux transformations technologiques actuelles, lesquelles exigent "la mise en place de méthodes pédagogiques et de techniques de formation innovantes", a-t-elle dit. Lors de la visite ayant conduit la délégation ministérielle à l'unité "PAPIREC" à El Harrach, filiale du Groupe industriel du papier et de la cellulose (GIPEC), relevant du groupe des industries chimiques



"ACS", l'accent a été mis sur le rôle important de ce type d'entreprises, considérées comme "un modèle à suivre dans la filière du recyclage". La délégation a pu prendre connaissance des différentes étapes de l'activité de l'entreprise en matière de collecte et de valorisation des déchets papier, ainsi que de son rôle dans le soutien au développement durable, la création d'emplois et l'encouragement de l'investissement dans le domaine de l'économie circulaire. La capacité de production globale de l'entreprise est estimée à près de 60.000 tonnes par an à l'échelle nationale (l'unité d'El Harrach et les autres unités régionales), selon les explications fournies par le directeur commercial du groupe GIPEC, Said Hamidouche, qui a, par ailleurs, fait état de plusieurs projets futurs visant la maîtrise de la chaîne de valeur de cette activité.

ORAN : 5^e édition du Salon International AMTEX 2026 en février

Plus de 40 exposants nationaux et étrangers prendront part à la 5e édition du Salon International de la Santé, du tourisme et de l'Investissement Médical (AMTEX 2026), prévue à Oran les 5 et 6 février prochains, a-t-on appris, mercredi, du commissaire de cette manifestation. Cette édition, placée sous le parrainage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, est "reflète l'importance accordée au développement du

secteur du tourisme médical et à l'investissement médical en Algérie, ainsi qu'au rôle stratégique d'AMTEX en tant que plateforme d'échange, de coopération et de promotion de l'expertise nationale et internationale", a indiqué à l'APS, Dr Yasser Badour. Organisée par "Pharmex Consulting" dans un contexte de transformation du système de santé, du développement du tourisme et de diversification économique, AMTEX 2026

ambitionne de "consolider la place de l'Algérie en tant que pôle régional de soins, de bien-être et d'investissement médical, en mettant en avant les opportunités offertes dans les domaines de la médecine spécialisée, du thermalisme, de la thalassothérapie et des services de santé innovants", a-t-il fait savoir. AMTEX 2026 se veut également "un espace de dialogue stratégique, de promotion de l'excellence médicale et de valorisation du potentiel algérien

en matière de santé et de tourisme médical", a ajouté Dr Badour. Cette 5e édition se distingue par une approche axée sur le développement du tourisme médical et thermal, l'amélioration du parcours de soins du patient, l'attractivité de l'investissement médical en Algérie, la coopération internationale et le transfert de savoir-faire. Le salon connaîtra la participation d'institutions officielles, d'établissements hospitaliers, de cliniques et centres de thermalisme

et de thalassothérapie, de professionnels de la santé et du tourisme, d'experts, d'universitaires et d'opérateurs du tourisme médical, entre autres. Un riche programme scientifique a été établi pour l'occasion, notamment des conférences thématiques, des tables rondes, des communications scientifiques, des espaces d'exposition et de rencontres B2B permettant d'échanger autour des enjeux actuels et des perspectives d'avenir du secteur, a-t-on noté.

Son prix peut atteindre 2 000 000 DA/kg : Le « Safran DZ » défie les géants mondiaux

D’une culture familiale éparse à une stratégie nationale ambitieuse, le safran algérien change de dimension. Entre recherche scientifique de pointe et potentiel d’exportation massif, la filière « Safran DZ » se donne les moyens de conquérir les marchés internationaux. Longtemps restée confinée au jardinage domestique et à de petites exploitations artisanales, la culture du safran en Algérie vit aujourd’hui un tournant décisif. Sous l’impulsion des ministères de l’Enseignement supérieur et de l’Agriculture, une véritable architecture industrielle et scientifique se déploie pour transformer cette épice rare en un levier de croissance économique. Lancée officiellement à l’École



nationale supérieure agronomique (ENSA), la stratégie nationale « Safran DZ » vise à briser l’isolement des producteurs. Pour le professeur Fatma Halouane, de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), l’enjeu est d’intégrer les agriculteurs dans un cadre institutionnel où l’innovation et l’entrepreneuriat marchent de pair avec le travail de la terre. Trois stations pilotes — situées à Alger, Constatine et Ghardaïa — servent désormais de laboratoires à ciel ouvert pour optimiser chaque

étape, de la mise en terre du bulbe jusqu’à l’émondage des précieux stigmates.

« La cueillette a dépassé nos prévisions »

Sur le terrain, l’enthousiasme est palpable. À l’ENSA, les premiers bilans de récolte sont éloquentes. « La cueillette a dépassé nos prévisions », se réjouit Sihem Tellah, cheffe du projet national. Avec une moyenne de 1 700 fleurs récoltées quotidiennement sur dix jours, la productivité des bulbes algériens confirme un potentiel de rendement oscillant entre 2 et 7 kg par hectare selon les régions. Mais au-delà de la quantité, c’est la qualité « Premium » du produit local qui crée l’événement. Les analyses effectuées dans le cadre du projet euro-méditerranéen Prima SaffronFood révèlent

un taux de crocine (le pigment responsable de la couleur et des propriétés médicinales) supérieur à 19 %.

Un score qui propulse le safran algérien au sommet des standards mondiaux, rivalisant avec les meilleures variétés internationales.

Entre 5 000 et 10 000 \$ le kilo:

Le potentiel économique du safran algérien

Avec un prix de marché oscillant entre 5 000 et 10 000 dollars le kilogramme, le safran représente une opportunité de diversification des exportations hors hydrocarbures. Les zones montagneuses et les Hauts Plateaux, avec leurs hivers froids et leurs étés secs, offrent le berceau idéal pour cette culture peu gourmande en eau mais riche en valeur ajoutée.

L’ambition ne s’arrête pas à l’épice culinaire. La filière explore déjà la valorisation des sous-produits :

- Les stigmates pour l’exportation et la gastronomie.
 - Les pétales pour l’industrie cosmétique et pharmaceutique.
- Des discussions sont en cours avec le groupe public Sidal pour transformer ces ressources en produits de soin et médicaments. Aujourd’hui, l’Algérie compte déjà plus de 222 safraniers, répartis notamment à Khenchela — zone particulièrement propice — Ghardaïa et Tlemcen. En structurant ces producteurs et en affinant les itinéraires techniques, l’Algérie s’apprête à faire de son « or rouge » une marque de fabrique reconnue, transformant une tradition ancestrale en une industrie d’avenir.

Nouveau siège “Danone” Djurdjura Algérie à Akbou : Une vision renouvelée pour l’écosystème national



Le 26 novembre 2025 a constitué une étape stratégique pour Danone Djurdjura Algérie, avec l’inauguration de son nouveau bloc administratif au cœur de la zone industrielle d’Akbou, dans la wilaya de Béjaïa. Cette inauguration s’est déroulée en présence de figures majeures de l’entreprise et de la scène socio-économique, notamment le directeur des opérations Djamel Salhi, la secrétaire générale Linda Chilla, ainsi que le secrétaire général de l’UGTA, Amar Takdjout. Cet événement a marqué une avancée significative dans la stratégie d’investissement et de modernisation du groupe en Algérie, consolidant son positionnement de locomotive du secteur des produits laitiers frais. Danone a également dévoilé son nouveau laboratoire moderne, conçu pour hisser encore plus haut les standards de qualité. Une double inauguration qui vient célébrer 24 années de présence dans le pays, période durant laquelle l’entreprise s’est imposée comme un acteur majeur du marché algérien, avec une part estimée entre 20 % et 30 %. Akbou, un site industriel stratégique et en pleine expansion. Mise en service en 1996, l’usine d’Akbou demeure l’un des sites les plus importants du groupe Danone dans la région. Installée sur 19

000 m², elle mobilise aujourd’hui 420 collaborateurs, un effectif qui oscille entre 400 et 900 employés selon les structures et les périodes. Particularité notable, 60 % du personnel est féminin. L’ancienneté moyenne atteint 17 ans, un indicateur rare dans le secteur en Algérie. Certains collaborateurs cumulent jusqu’à 32 ans d’expérience, signe d’une fidélité exceptionnelle et d’un savoir-faire consolidé au fil des décennies.

Une montée en puissance soutenue par 18 millions d’euros d’investissements

Au cours des trois dernières années, l’entreprise a injecté 18 millions d’euros dans la modernisation de ses équipements, consolidant ainsi sa position de pionnier technologique. L’usine tourne aujourd’hui avec 11 lignes de production, en activité 7 jours sur 7, réparties sur 9 familles de produits. Les capacités de production atteignent des seuils impressionnants :

- 400 tonnes par jour, tous produits confondus,
- 98 000 tonnes/an en production effective,
- une capacité installée maximale de 145 000 tonnes/an,
- une cadence de 4 550 bouteilles/packs par heure,
- une production quotidienne moyenne de 350 tonnes par jour.

Ces volumes placent Akbou dans

le cercle restreint des usines les plus performantes du groupe.

Qualité, traçabilité et sécurité: Le triptyque opérationnel de Danone

Depuis 2019, Danone Djurdjura Algérie détient la certification FSSC 22000 (version 6), l’un des standards internationaux les plus stricts en sécurité alimentaire reconnue par la Global Food Safety Initiative (GFSI). Le site applique une approche de traçabilité totale, depuis la réception du lait cru jusqu’à la distribution des produits finis, appuyée par des tableaux de bord digitaux qui pilotent les objectifs quotidiens. En matière de sécurité de travail, le site d’Akbou affiche des performances exemplaires avec 0 accident LTA et 0 accident NLTA en 2025, un résultat remarquable dans le milieu agroalimentaire. Les réclamations qualité restent très faibles, moins d’une plainte pour 1 000 tonnes de yaourt produites. En 2023, Danone a investi 2 millions d’euros pour renforcer la sécurité du personnel et améliorer les conditions de travail, confirmant sa volonté de hisser ses standards RH au niveau mondial.

Programme H’lib Dzair : Le modèle qui transforme la filière laitière algérienne

Lancé en 2006, le programme H’lib Dzair se positionne comme la première initiative structurante dans l’histoire de la collecte de lait en Algérie. Officialisé en 2014 grâce au soutien du Fonds Danone Ecosystem et de GIZ International Services, il repose sur un principe simple, mais révolutionnaire, à savoir d’élever le modèle de l’élevage familial à un standard compétitif et durable. Le programme s’appuie sur :

- 23 centres de collecte (“maisons des éleveurs”) répartis sur tout le territoire,
- 1 000 éleveurs partenaires,
- une collecte annuelle de 60 000 tonnes de lait cru,

- un acheminement quotidien de 124 à 134 tonnes,
- 17 camions par jour qui assurent le respect de la chaîne du froid.

Cette organisation confère à Danone un approvisionnement local robuste et permet de soutenir directement près de 5 000 acteurs de la filière.

Un accompagnement intégré, du fourrage jusqu’au financement. Ainsi, le programme H’lib Dzair offre un soutien complet aux éleveurs, incluant :

- du conseil technique,
 - une assistance logistique,
 - un accompagnement financier,
 - la mise à disposition de fourrage à prix stables toute l’année,
 - l’appui opérationnel de 25 collaborateurs Danone dédiés exclusivement à cette activité.
- L’objectif à long terme est de construire un modèle d’économie sociale pérenne, capable d’assurer la résilience des fermes familiales algériennes et de réduire la dépendance aux importations.

Un exemple de l’intégration locale

Avec 75 % de matière première intégrée, Danone Djurdjura Algérie fait partie des leaders nationaux en matière d’intégration locale. Selon Djamel Salhi, 70 à 83 % du lait cru utilisé dans les différentes gammes provient d’éleveurs algériens. Seuls 25 % des intrants utilisés sont importés, le reste étant produit localement. Une démarche qui contribue pleinement à l’économie nationale, tout en renforçant la souveraineté alimentaire. Danone mise sur la qualité de la composition plutôt que sur une guerre des prix. Le label H’lib Dzair, garantissant l’origine 100 % algérienne du lait, constitue l’un des axes centraux de la stratégie produit. L’entreprise dispose également d’une station de traitement des eaux usées (STEP), démontrant son engagement environnemental.

Une gamme riche, adaptée

à toute la population

Danone Djurdjura Algérie développe et met sur le marché neuf catégories de produits couvrant toutes les étapes de la vie, de la nutrition infantile aux produits laitiers frais destinés à toute la famille. Cette palette large lui permet d’adresser avec précision les besoins nutritionnels de chaque tranche de la population algérienne. Pour certaines gammes, notamment les jus et les produits fruités, l’entreprise s’appuie sur des partenariats avec des multinationales spécialisées dans les fruits, garantissant une qualité constante et une offre diversifiée.

La distribution repose sur un réseau structuré de distributeurs agréés, chargés d’assurer la présence des produits sur l’ensemble du territoire. Ce dispositif permet à Danone Djurdjura de maintenir une couverture nationale optimale, tout en offrant un niveau de service homogène et fiable aux consommateurs.

Une entreprise engagée : Certification B Corp 2024 et Top Employer 2025

Cette certification, qui exige un minimum de 80 points sur 200 au B Impact Assessment, mesure de façon rigoureuse la performance d’une entreprise dans cinq axes majeurs : les collaborateurs, la gouvernance, les clients, l’environnement et l’engagement communautaire. À l’échelle mondiale, Danone a obtenu la certification B Corp en novembre 2025, regroupant plus de 200 entités juridiques certifiées dans plus de 60 pays. Cela représente près de 9 % de l’ensemble des effectifs du mouvement B Corp. Cette reconnaissance couronne une décennie de travail, engagée en 2015, et témoigne de la volonté durable de Danone d’allier performance économique et impact sociétal positif.

Annaba célèbre la Journée nationale de la commune sous le haut patronage du wali

S.F
Sous le haut patronage du wali Abdelkrim Lamouri,, les activités de la Journée nationale de la commune ont été officiellement ouvertes à la salle du 20 Août, dans la commune d’Annaba, en présence des autorités civiles et militaires, ainsi que des cadres et agents des services administratifs et techniques de la commune. Cette manifestation a également été marquée par la participation distinguée

des membres du Conseil populaire communal des enfants, reflétant l’intérêt accordé à l’implication des jeunes générations dans la vie locale et à la promotion des valeurs de citoyenneté et de participation démocratique. À travers cette célébration, les autorités locales ont mis en avant le rôle central de la commune en tant que cellule de base du développement local, ainsi que l’importance du service public de proximité dans l’amélioration du

cadre de vie du citoyen. Cette Journée nationale de la commune constitue une occasion pour valoriser les efforts consentis par les collectivités locales, renforcer la communication entre l’administration et les citoyens, et réaffirmer l’engagement des pouvoirs publics à accompagner les communes dans l’accomplissement de leurs missions au service du développement durable et de l’intérêt général.



ANNABA / TRANSPORT

Le Chef de daïra préside une réunion consacrée à l’étude des préoccupations des transporteurs

S.Y
En application des instructions du wali, Abdelkrim Lamouri, émises lors de la réunion du Conseil de wilaya tenue, notamment celles relatives à l’étude et à la prise en charge des préoccupations des transporteurs, le chef de la daïra d’Annaba a présidé, dans la matinée d’hier dimanche, une réunion de travail au siège de la daïra. Cette rencontre s’est déroulée en présence du directeur des transports de la wilaya d’Annaba, d’un représentant de la sûreté nationale, du directeur de l’entreprise publique de transport urbain et suburbain d’Annaba, du directeur des services techniques de la commune d’Annaba, du directeur des réseaux divers de la commune d’Annaba, ainsi que des représentants des transporteurs publics et privés de la wilaya. Cette réunion avait pour objectif principal



de créer un espace de dialogue direct entre les autorités locales et les professionnels du secteur du transport, afin de recenser, étudier et traiter les différentes préoccupations soulevées par les

représentants des transporteurs, dans le but d’améliorer le service public et d’assurer de meilleures conditions d’exploitation. Les travaux de la réunion ont porté notamment sur l’organisation

et l’aménagement des arrêts et stations de bus, la mise en place de ralentisseurs (dos-d’âne) dans certains axes jugés sensibles, ainsi que diverses revendications liées à l’amélioration des

conditions de travail des transporteurs et à la qualité du service rendu aux usagers. Les différents intervenants ont échangé autour des solutions possibles, en tenant compte des impératifs de sécurité routière, de la fluidité de la circulation et du respect de la réglementation en vigueur. À l’issue des débats, il a été souligné l’importance de la coordination entre les différents services concernés, ainsi que la nécessité de poursuivre ce type de rencontres périodiques, afin d’assurer un suivi efficace des préoccupations des transporteurs et de contribuer à l’amélioration continue du service public du transport au bénéfice des citoyens. Cette initiative s’inscrit dans la volonté des autorités locales de renforcer l’écoute, de favoriser la concertation et de traduire les instructions des hautes autorités en actions concrètes sur le terrain.

ANNABA / OUED EL ANEB

Célébration de la journée nationale de la commune sous le signe de la reconnaissance et de la citoyenneté

Imen.B
Sous l’égide de l’administration de la circonscription “Benaouda Benmostefa”, la commune d’Oued El Aneb a célébré, la journée nationale de la commune, commémorée le 18 janvier de chaque année, dans une ambiance marquée par la solennité et la participation citoyenne. Les festivités se sont déroulées sous la supervision du Wali-délégué, en présence des autorités sécuritaires de la

circonscription administrative, du député à l’Assemblée populaire de wilaya, ainsi que de nombreux représentants de la société civile, témoignant de l’importance accordée à cet événement symbolique. À cette occasion, une exposition de photos commémoratives retraçant les différentes étapes du développement de la commune d’Oued El Aneb a été organisée, mettant en lumière les réalisations accomplies au fil des années

ainsi que les efforts consentis pour l’amélioration du cadre de vie des citoyens. L’événement a également été marqué par un moment fort dédié à la promotion de la citoyenneté chez les jeunes, à travers l’élection du Conseil populaire communal de l’enfant, suivie de la cérémonie officielle d’installation du maire de l’enfant. Cette initiative vise à inculquer aux enfants les valeurs de la participation civique, de la responsabilité et

de l’engagement dans la gestion des affaires locales. Par ailleurs, la cérémonie a été ponctuée par un hommage appuyé rendu à M. Bouhjila Ismaïl, ancien président de l’Assemblée populaire communale d’Oued El Aneb, ayant exercé durant deux mandats, de 1997 à 2002 et de 2012 à 2017 Cette distinction vient en reconnaissance des efforts considérables qu’il a déployés, ainsi que de sa contribution notable à la

réalisation de nombreux projets de développement et à la promotion de la commune au profit de ses habitants. Cette célébration de la Journée nationale de la commune a constitué une occasion de valoriser le rôle fondamental de la collectivité locale, de renforcer le lien entre l’administration et le citoyen, et de rappeler l’importance de la bonne gouvernance locale au service du développement durable.

ANNABA:

Colloque régional d'envergure consacré à la prise en charge et à l'accompagnement des malades atteints de cancer

Imen.B - Photo Merati Nacir

L'hôtel Majestic d'Annaba a accueilli, hier, un colloque régional dédié aux malades atteints de cancer, placé sous le signe de la prise en charge globale, de l'accompagnement humain et de l'amélioration des soins prodigués aux patients. Cette importante rencontre a été présidée par le directeur de la santé de la wilaya d'Annaba, le docteur Daamech Mohamed Nacer, et a connu une large participation d'associations représentant 11 wilayas, ainsi que la présence de professeurs, médecins spécialistes, acteurs du secteur de la santé, sans oublier la fédération nationale des malades atteints de cancer, ce qui confère à cet événement une dimension régionale et nationale. Le

colloque a constitué un véritable espace d'échange et de réflexion, visant à mettre en lumière les difficultés rencontrées par les patients atteints de cancer, tout en explorant les mécanismes d'amélioration de la prise en charge médicale, psychologique et sociale. Les débats ont porté sur l'importance d'un accompagnement continu, depuis le diagnostic jusqu'au suivi post-traitement, ainsi que sur le rôle central des familles et du tissu associatif dans le parcours thérapeutique. A cette occasion, M. Chouabni Nour Ezzaman, président de l'association des amis des malades atteints de cancer d'Annaba, a souligné que l'organisation de ce colloque s'inscrit dans une démarche visant à renforcer la coordination entre les différentes associations et les



professionnels de santé, tout en œuvrant pour une prise en charge plus humaine et plus inclusive des malades. Il a également mis l'accent sur l'importance du travail de proximité, de la sensibilisation, et du soutien moral apporté aux patients et à leurs familles, considérant le mouvement associatif comme un maillon essentiel dans la lutte contre le cancer. Les interventions des enseignants et médecins spécialistes ont permis d'aborder plusieurs thématiques essentielles,



notamment les avancées médicales dans le traitement du cancer, l'amélioration des protocoles de soins, la détection précoce, ainsi que l'importance du suivi psychologique, souvent déterminant dans le processus de guérison. En marge de ce colloque, une entrevue a été réalisée avec madame Bensafia Amel, sage-femme et chargée du service dans la lutte contre le cancer du sein et de l'utérus. Lors de cet échange, elle a insisté sur la nécessité de renforcer

la sensibilisation auprès des femmes, notamment en matière de prévention, de dépistage précoce et de suivi médical régulier. Elle a également souligné le rôle primordial des associations dans l'accompagnement psychologique des patientes, ainsi que dans la levée des tabous entourant les cancers féminins. Ce colloque régional illustre la volonté collective de fédérer les efforts, d'encourager la solidarité interwilayas et de promouvoir une meilleure prise en charge des malades atteints de cancer. Il confirme, une fois de plus, l'engagement constant de l'association des amis des malades atteints de cancer d'Annaba et de ses partenaires à œuvrer pour le bien-être des patients et l'amélioration de leurs conditions de soins.

ANNABA / CHU "Ibn Rochd"

Une coopération hospitalière au service de l'amélioration de la prise en charge sanitaire

Imen.B

Dans le cadre des efforts continus, visant à améliorer la prise en charge sanitaire et à renforcer la qualité du service public au sein des établissements hospitaliers, une activité médicale conjointe a été organisée récemment dans le cadre d'une opération de jumelage médical entre le service de gynécologie-obstétrique du Centre hospitalo-universitaire "Ibn Rochd" d'Annaba et l'Établissement hospitalier spécialisé Mère et Enfant de la wilaya d'El Oued. Cette initiative

s'inscrit dans une dynamique de coopération et d'échange d'expertises médicales, ayant pour objectif principal le renforcement des compétences, l'amélioration des pratiques professionnelles et l'optimisation de la prise en charge des patientes au niveau des structures hospitalières concernées. Cette action médicale a connu la participation d'une équipe médicale spécialisée issue du CHU Ibn Rochd d'Annaba, conduite par la professeure Kallati Wafa, spécialiste en gynécologie-obstétrique, et ce,



en étroite coordination avec le personnel médical et paramédical de l'établissement hospitalier hôte. Au cours de la première journée, l'équipe médicale a procédé à la réalisation de cinq

(05) interventions chirurgicales complexes, toutes couronnées de succès, en plus de la prise en charge de consultations médicales spécialisées au profit des patientes. La deuxième journée a été marquée par la programmation et la réalisation de quinze (15) interventions chirurgicales supplémentaires, en sus de la réalisation de cinquante et une (51) consultations médicales spécialisées, permettant ainsi de répondre à un nombre important de demandes de soins au niveau de la wilaya d'El Oued. Cette opération de

jumelage médical s'inscrit dans le cadre de la promotion de la coopération inter-hospitalière, visant à développer la performance du système de santé, à améliorer le niveau de prise en charge des patients, et à élever la qualité des prestations sanitaires offertes aux citoyens de la wilaya d'El Oued. Elle reflète également l'engagement des établissements de santé concernés à mettre l'expertise médicale au service des patients, tout en consolidant les principes de solidarité, de proximité et d'égalité d'accès aux soins spécialisés.

ANNABA / EL HADJAR

Hommage et reconnaissance à la directrice de l'établissement hospitalier pour son engagement au service de la santé publique

S.F

Dans un geste empreint de loyauté et de reconnaissance, la fédération a procédé à la distinction de Madame Meribout Ilhem, directrice de l'établissement hospitalier, en hommage aux efforts considérables qu'elle a déployés au service des patients et pour l'amélioration continue du fonctionnement de l'institution sanitaire. Cette distinction vient saluer



un parcours marqué par un leadership responsable et profondément humain, où l'engagement professionnel s'est

constamment conjugué avec le sens du devoir et de la solidarité. Sous sa direction, l'établissement a connu une dynamique positive fondée sur le renforcement du travail participatif, la promotion de la coordination efficace entre les différents intervenants et l'amélioration des conditions de prise en charge des patients. Madame Meribout s'est particulièrement distinguée par sa capacité à fédérer les équipes médicales, paramédicales

et administratives autour d'objectifs communs, plaçant l'intérêt général et la dignité du patient au cœur de l'action sanitaire. Son approche managériale, axée sur l'écoute, la rigueur et l'humanisme, a contribué à renforcer l'image de l'établissement et à consolider la confiance entre les professionnels de la santé et les usagers. Ce témoignage de reconnaissance traduit la gratitude exprimée à l'égard de son engagement

constant, de son dévouement sans relâche et de son rôle déterminant dans l'ancrage des valeurs de solidarité, de responsabilité et d'action humanitaire au sein du secteur de la santé. À travers ce geste symbolique, la fédération réaffirme l'importance de valoriser les compétences nationales et les parcours exemplaires qui contribuent, par leur engagement, à l'élévation du système de santé et au service du citoyen.

ANNABA / PROTECTION CIVILE :

Bilan hebdomadaire : 736 interventions dont 409 opération de prise en charge et de transfert de malades et blessés

S.F

Les services de la Protection civile de la wilaya d'Annaba ont enregistré un total de 736 interventions durant la période allant du 11 au 17 janvier 2026, à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, dans le cadre de leurs missions de secours, de sauvetage et de protection des personnes et des biens. Selon le bilan hebdomadaire

communiqué par la direction concernée, les opérations de secours et d'évacuation sanitaire ont représenté une part importante des interventions, avec 409 opérations ayant permis la prise en charge et le transfert de 410 personnes, entre malades et blessés, vers les établissements hospitaliers les plus proches. En matière de sécurité routière, les unités de la protection civile sont intervenues dans 37 accidents de la circulation routière survenus

sur le réseau routier de la wilaya. Ces accidents ont fait 45 blessés, tous secourus sur place avant d'être évacués vers les structures de santé. Par ailleurs, les équipes d'intervention ont réussi à maîtriser 26 incendies, principalement des feux d'origine électrique et des feux d'herbes sèches. La rapidité et l'efficacité des interventions ont permis d'éviter la propagation des flammes et d'écarter tout

danger majeur pour les habitants et les biens. Le bilan fait également état de 154 opérations diverses liées au sauvetage et à l'assistance de personnes exposées à différents risques, ayant entraîné la prise en charge de deux blessés, évacués vers l'hôpital pour recevoir les soins nécessaires. À travers ces chiffres, la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Annaba réaffirme son engagement constant au service



de la sécurité des citoyens, tout en appelant à la vigilance, au respect des consignes de prévention et à l'adoption de comportements responsables afin de limiter les risques d'accidents et de sinistres.

ANNABA / SIDI AMAR :

Une intoxication mortelle au monoxyde de carbone fait deux victimes.. Une mère et son nourrisson

Imen.B

La liste des drames dus à l'intoxication au monoxyde de carbone ne fait que s'allonger. En effet, un nouveau drame lié à l'intoxication au monoxyde de carbone s'est produit dans la matinée, à la cité El Qaria, relevant de la commune de Sidi Amar, daïra d'El Hadjar. Selon

un communiqué de la cellule de communication de la protection civile d'Annaba, les unités de secours sont intervenues à 09h55, suite à un appel signalant une intoxication au monoxyde de carbone (CO), gaz toxique et inodore, émanant d'un chauffage domestique installé à l'intérieur d'une habitation. Malheureusement, l'incident a entraîné le décès d'une

femme âgée de 26 ans ainsi que celui d'un enfant de deux ans. Après les constatations d'usage, les deux victimes ont été évacuées vers le service de conservation des corps de l'hôpital territorialement compétent. Le monoxyde de carbone, souvent qualifié de "tueur silencieux", représente un danger majeur, notamment en période hivernale, en raison

de l'utilisation intensive des appareils de chauffage. Son inhalation peut provoquer des symptômes graves, voire mortels, en l'absence de ventilation adéquate ou en cas de défaillance des équipements. À travers ce drame, la protection civile d'Annaba renouvelle son appel à la vigilance, en insistant sur la nécessité de veiller à la bonne aération



des habitations, effectuer un entretien régulier des appareils de chauffage, éviter l'utilisation d'équipements défectueux ou non conformes, et ne jamais obstruer les grilles d'aération. Cette tragédie rappelle une nouvelle fois l'importance de la prévention et du respect des règles de sécurité, afin de préserver des vies humaines.

ANNABA :

Poursuite des opérations de nettoyage dans le cadre du programme wilayal de protection de l'environnement

S.F

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme wilayal de nettoyage de l'environnement, arrêté au niveau du cabinet de la wilaya, les services concernés ont poursuivi, avant-hier samedi, les opérations de nettoyage et d'élimination des points noirs à travers l'ensemble des daïras et communes de la wilaya d'Annaba. Ces actions s'inscrivent dans une dynamique globale visant à assainir l'environnement, à lutter contre les décharges sauvages et à améliorer durablement

le cadre de vie des citoyens. Elles traduisent la volonté des autorités locales de conférer à la wilaya une image urbaine et environnementale à la hauteur de son statut, tout en instaurant une culture de propreté et de préservation de l'espace public. À cet effet, d'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés, avec l'implication coordonnée de l'ensemble des services wilayaux concernés, dans un esprit de solidarité et de responsabilité collective. Cette mobilisation témoigne de l'engagement constant des pouvoirs publics en faveur de la

protection de l'environnement et de l'amélioration des conditions de vie des habitants. Les opérations ont concerné une partie des communes, notamment Annaba, El Hadjar, Berrahal, Tréat, Cheurfa et Chetaïbi, où des interventions ciblées ont été menées pour le nettoyage des espaces publics, des axes routiers et des zones sensibles, contribuant ainsi à l'élimination progressive des foyers de pollution. À travers ces initiatives, la wilaya d'Annaba réaffirme son attachement à la préservation de l'environnement, tout en appelant



les citoyens à s'impliquer activement dans la protection de leur cadre de vie, dans une



démarche participative fondée sur la conscience écologique et le civisme.

ANNABA / DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS :

Campagne numérique de lutte contre les fléaux sociaux sous le slogan « Non à l'addiction numérique »

S.F

Dans le cadre de ses actions de sensibilisation et de prévention en faveur de la santé des jeunes, la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Annaba, en coordination avec l'Office des Établissements de Jeunesse et la Cellule d'écoute

et de prévention – Santé des jeunes, a lancé une campagne électronique de lutte contre les fléaux sociaux, placée sous le slogan : « Non à l'addiction numérique ». Cette initiative vise à attirer l'attention sur les dangers liés à l'usage excessif et incontrôlé du téléphone portable, notamment en milieu professionnel, où

l'inattention peut entraîner des conséquences graves, voire tragiques. Dans ce contexte, une fin dramatique d'un travailleur, devenu obsédé par la consultation permanente de son téléphone portable, illustre les risques réels de l'addiction numérique. Ce drame met en lumière l'impact négatif de

la dépendance aux écrans sur la concentration, la sécurité personnelle et la santé mentale. À travers cette campagne, les organisateurs appellent à une utilisation responsable et raisonnée des technologies numériques, tout en soulignant l'importance de la prévention, de l'accompagnement psychologique et de la



sensibilisation continue, afin de protéger les jeunes et les travailleurs contre les dérives de l'addiction numérique.

Les Européens indignés par Donald Trump, qui les menace de surtaxes douanières tant qu'ils s'opposeront à l'annexion du Groenland

Le président américain a averti, samedi, huit pays, dont la France, qu'il allait leur imposer de nouveaux droits de douane jusqu'à ce qu'un accord soit conclu pour la vente complète et intégrale du Groenland ». Cette surtaxe, de 10 %, sera effective à partir du 1^{er} février et pourrait s'envoler à 25 % au 1^{er} juin selon le monde fr. Donald Trump a menacé huit pays européens – dont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni – de surtaxes douanières face à leur opposition à ses velléités de s'emparer du Groenland, provoquant l'indignation des Européens qui cherchent, dimanche 18 janvier, une réponse unie à cette escalade sans précédent. Une réunion d'urgence des ambassadeurs de l'Union européenne (UE) est prévue dans la journée à Bruxelles tandis qu'Emmanuel Macron devrait s'entretenir dans les heures à venir avec ses homologues européens. Depuis son retour au pouvoir, il y a un an, le président américain parle régulièrement de prendre le contrôle de l'immense territoire autonome danois, invoquant des raisons de sécurité nationale face aux avancées supposées de la Russie et de la Chine en Arctique. Il a encore haussé le ton samedi à la suite de l'envoi ces derniers jours de militaires européens sur l'immense île, dans le cadre de manœuvres danoises. « Le Danemark, la Norvège, la Suède, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Finlande se sont rendus au



Groenland dans un but inconnu. (...) Ces pays, qui se livrent à ce jeu très dangereux, ont pris un risque inacceptable », a écrit Donald Trump sur son réseau, Truth Social. « Après des siècles, il est temps pour le Danemark de le rendre – la paix mondiale est en jeu ! », a encore tonné le président républicain. Il a menacé ces pays de leur imposer de nouveaux droits de douane jusqu'à ce qu'un accord soit conclu pour la vente complète et intégrale du Groenland ». Cette surtaxe, de 10 %, sera effective à partir du 1^{er} février et pourrait s'envoler à 25 % au 1^{er} juin. Le chef de l'Etat n'a pas précisé sur quelle base juridique il entendait appliquer ces nouveaux droits de douane. « Spirale dangereuse » Donald Trump emploie l'arme des barrières commerciales

tous azimuts dans les relations internationales, y compris avec les partenaires traditionnels de Washington. Mais si elle venait à se concrétiser, cette escalade, créerait une situation de tension inédite pour l'OTAN, avec l'un de ses piliers ayant recours à des sanctions pour s'emparer d'un territoire rattaché à l'un de ses partenaires, Etat souverain et démocratique. Donald Trump, qui a assuré qu'il s'emparerait « d'une manière ou d'une autre » du Groenland, s'est néanmoins dit « ouvert immédiatement à des négociations avec le Danemark et/ou » les autres pays européens. Le président du Conseil européen, Antonio Costa, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont rappelé samedi que « l'intégrité territoriale et la souveraineté sont des principes fondamentaux du

droit international et essentiels » pour l'Europe. « Des droits de douane affaibliraient les relations transatlantiques et représenteraient un risque de spirale dangereuse vers le bas », ont-ils écrit dans un communiqué commun. « L'Europe restera unie, coordonnée et déterminée à défendre sa souveraineté », ont-ils ajouté. Le premier ministre britannique, Keir Starmer, a, de son côté, estimé qu'il était « totalement déplacé d'imposer des droits de douane à des alliés qui œuvrent pour la sécurité collective des membres de l'OTAN », quand son homologue suédois, Ulf Kristersson, a assuré : « Nous ne nous laisserons pas intimider. » « Seuls le Danemark et le Groenland décident des questions qui les concernent. Je défendrai toujours mon pays et nos voisins

alliés », a-t-il ajouté, rappelant qu'il s'agissait d'« une question européenne ». Une réponse « unie » de la part des Européens Le gouvernement fédéral allemand a dit avoir « pris note des déclarations du président américain » sur de nouveaux droits de douane. « Ensemble nous déciderons en temps voulu des mesures appropriées à prendre », a-t-il assuré. Emmanuel Macron a dénoncé des « menaces tarifaires inacceptables », promettant une réponse « unie » de la part des Européens. Son entourage a fait savoir dans la soirée que le président de la République s'entretiendrait « dans les toutes prochaines heures » avec ses homologues européens, rappelant que l'UE dispose d'« instruments robustes » pour riposter. Une des ministres les plus en vue du gouvernement groenlandais, Naaja Nathanielsen, a salué ces vives réactions, se disant « reconnaissante et remplie d'espoir ». Le ministre des affaires étrangères danois, Lars Lokke Rasmussen, s'est dit, lui, « surpris » par les annonces de Donald Trump. « L'objectif du renforcement de la présence militaire au Groenland, auquel le président fait référence, est précisément d'accroître la sécurité dans l'Arctique. » Samedi, des milliers de manifestants s'étaient rassemblés au Danemark et au Groenland pour dénoncer les ambitions territoriales du président américain.

Au RN, une attraction inavouée pour le trumpisme et un alignement idéologique progressif

Comme tous les nationalistes européens, Marine Le Pen est embarrassée par l'offensive impérialiste de Donald Trump. Depuis un an, le RN se laisse pourtant amadouer par la campagne idéologique menée en Europe par les supporters du président américain, dont la France est une cible prioritaire, selon le monde fr. Formation à la communication, cours d'économie et de géopolitique, conseil en « bataille culturelle » et dégustation de vins locaux : début décembre 2025, deux organisations liées au



trumpisme et à Viktor Orban, jours quelques dizaines de militants nationalistes européens et américains, pour

un bootcamp for patriots (« camp d'entraînement pour patriotes »), dans un centre de congrès à une heure et demie de route de Budapest. Dans cet aréopage d'admirateurs du mouvement MAGA (Make America Great Again) s'est mêlé un trentenaire à la barbe soignée, méconnu du grand public, mais pion essentiel du Rassemblement national (RN) : Thibaut François. Cet ancien député du Nord (2022-2024) est le diplomate de Marine Le Pen et de Jordan Bardella, l'homme de tous leurs réseaux européens, qui dirige avec poigne l'imposante

délégation RN à Bruxelles. Il incarne l'extrême droite française dans ce studieux bootcamp sous l'égide du Conservative Partnership Institute, le puissant incubateur d'« America first » (la doctrine « l'Amérique d'abord »). Les coorganisateur sont un think tank italien proche de la Ligue de Matteo Salvini, le Centre Machiavelli pour les études politiques et stratégiques, et le Centre pour les droits fondamentaux, cercle de réflexion proche du gouvernement Orban et dont la devise – « Dieu, famille, patrie » – dit les intentions.

Au Portugal, une présidentielle pleine d'incertitudes

Pour la première fois depuis près de quarante ans, le pays pourrait connaître un scrutin présidentiel à deux tours, les 18 janvier et 1^{er} février, reflet d'un paysage politique fragmenté par la montée de l'extrême droite et l'érosion des partis traditionnels, selon le monde fr. Une fois n'est pas coutume, dans un pays où les présidents sont généralement élus au premier tour et sans beaucoup de vagues, la présidentielle portugaise s'annonce pleine

d'inconnues. D'abord, parce que les quatre candidats du peloton de tête se sont longtemps trouvés au coude-à-coude dans les sondages, sans qu'il soit réellement possible de parier sur un vainqueur, ou même de prédire à coup sûr lesquels d'entre eux pourraient atteindre le second tour. Ensuite, à cause des profils particuliers de ces postulants, dont un, à l'extrême droite, revendique une position antisystème et un autre, novice en politique, se présente comme un

outsider. Résultat : pour la première fois depuis 1986 – et la deuxième depuis l'avènement de la démocratie, en 1976 –, le pays devrait connaître une présidentielle à deux tours, les 18 janvier et 1^{er} février. Les incertitudes liées à cette situation produisent une certaine fébrilité autour d'une échéance pourtant moins cruciale qu'en France, puisque le chef de l'Etat portugais, choisi dans le cadre d'un régime semi-présidentiel, ne préside pas le conseil



des ministres ni ne siège au Conseil européen. Cette fois, pourtant, la tension qui entoure la campagne électorale est au diapason

des chamboulements survenus dans le panorama politique portugais au cours des cinq dernières années.

Aux Etats-Unis, les émissions de gaz à effet de serre dérangent avant même l'effet Trump

Les émissions de CO₂ du deuxième pollueur mondial sont reparties à la hausse en raison d'un hiver froid et du recours au charbon pour les data centers. Les conséquences des attaques de Donald Trump contre la transition devraient prochainement aggraver la situation, selon le monde fr. La hausse était attendue, pas ses causes. Après deux années de recul, les émissions de gaz à effet de serre ont de nouveau



augmenté (+ 2,4 %) aux Etats-Unis en 2025, selon une estimation du cabinet Rhodium Group publiée le 13 janvier. Ce rebond déjoue

les lectures politiques les plus évidentes. Il ne reflète pas – encore – les attaques répétées de Donald Trump contre la

transition écologique, mais résulte d'un cocktail plus prosaïque : un hiver froid et une envolée de la demande d'électricité, qui a ravivé le recours au charbon. « Il est trop tôt pour constater un impact significatif des changements politiques mis en œuvre par l'administration Trump et le Congrès », explique Ben King, directeur pour l'énergie américaine du Rhodium Group. Bon nombre des changements les plus importants, en particulier les modifications

apportées aux crédits d'impôt pour l'énergie dans le cadre de la loi One Big Beautiful Bill, n'entreront en vigueur qu'en 2026 ou plus tard. » Le premier moteur de cette hausse s'avère donc conjoncturel. Un hiver plus rigoureux que les précédents a entraîné une forte augmentation des besoins de chauffage dans les bâtiments, massivement dépendants du gaz naturel et du fioul. Les émissions de ce secteur ont bondi de près de 7 % en un an.

INCENDIES AU CHILI :

Environ 20 000 personnes évacuées dans le sud du pays

Les gardes forestiers et les pompiers combattent actuellement 19 incendies à travers le pays, dont 12 dans les provinces de Ñuble et du Biobio, à quelque 500 kilomètres au sud de Santiago, la capitale, selon le monde fr. Le président du Chili, Gabriel Boric, a décrété dimanche 18 janvier, dans la matinée, l'état de catastrophe naturelle pour deux régions du sud du pays en raison des incendies de forêt qui touchent la zone et qui ont déjà contraint environ 20 000 personnes à évacuer. Les gardes forestiers et les pompiers combattent

actuellement 19 incendies à travers le pays, dont 12 dans les provinces de Ñuble et du Biobio, à quelque 500 kilomètres au sud de Santiago, la capitale. « Face aux graves incendies en cours, j'ai décidé de déclarer l'état de catastrophe naturelle pour les régions de Ñuble et du Biobio », a annoncé le chef de l'Etat sortant, de gauche, sur X. Aucun bilan concernant d'éventuelles victimes ou le nombre d'habitations touchées n'a été communiqué. Selon des images diffusées par la télévision locale, les flammes ont affecté des zones habitées,

notamment les municipalités de Penco et Lirquen, dans la province du Biobio, où vivent 60 000 personnes. Des voitures brûlées ont également été recensées dans les rues. « La zone de Penco et tout le secteur de Lirquen sont les plus critiques et c'est là qu'ont eu lieu le plus d'évacuations. Nous estimons qu'environ 20 000 personnes ont été évacuées », a déclaré Alicia Cebrian, directrice du Service national de prévention et de réponse aux catastrophes (Senapred), lors d'une interview de la chaîne Mega. Ces dernières années, les incendies de forêt ont



durement touché le pays, en particulier dans le centre-sud du Chili. Le 2 février 2024, plusieurs incendies s'étaient déclenchés simultanément aux abords de la ville de Viña del Mar, à 110 km au nord-

ouest de Santiago, faisant 138 morts, selon les données actualisées du parquet. Par ailleurs, 16 000 personnes avaient été sinistrées par les incendies, d'après les chiffres officiels.

EN/ Stage de mars : L'EN pourrait affronter l'Uruguay

La page de la Coupe d'Afrique des Nations est désormais tournée pour la sélection algérienne. Place à présent à la Coupe du monde 2026, même si la phase de préparation reste primordiale avant l'entrée en lice officielle. Le mois de mars marquera ainsi le retour des Verts sous le maillot national, avec un stage qui devrait se dérouler hors d'Algérie. Selon les premières indications, ce rassemblement pourrait avoir lieu en Europe. Deux rencontres amicales sont au programme, mais l'identité des adversaires n'a pas encore été officialisée. Toutefois, le média Foot Afrique évoque la possibilité d'un match face à l'Uruguay, une affiche prestigieuse pour les hommes de Vladimir Petkovic. La sélection uruguayenne, qui a déjà programmé un premier

match amical en mars 2026 face à l'Angleterre à Wembley, est actuellement à la recherche d'un second adversaire pour cette fenêtre internationale. Dans cette optique, les Fennecs figureraient parmi les options étudiées. À ce stade, aucune décision définitive n'a été prise, mais la Fédération algérienne de football devrait communiquer davantage dans les prochaines semaines. Versée dans le groupe J des qualifications pour la Coupe du monde 2026, aux côtés de l'Argentine, de l'Autriche et de la Jordanie, l'Algérie souhaite se mesurer à des équipes au profil relevé. L'objectif est clair : affronter des sélections européennes, sud-américaines ou asiatiques afin d'élever le niveau de préparation, avant le début officiel de la compétition prévu le 11 juin.



Mercato : Mahrez se prononce sur son avenir avec Al Ahli



34 ans, et alors qu'il lui reste encore un an et demi de contrat avec Al Ahli, jusqu'en juin 2027, les interrogations commencent à émerger autour de la suite de la carrière de Riyad Mahrez. Récemment, des rumeurs évoquant une possible

prolongation de son contrat avec le club saoudien ont circulé, mais elles ont rapidement été balayées. Pour autant, le capitaine de l'équipe nationale algérienne n'envisage pas un départ à court terme. Il l'a fait savoir en zone mixte, à l'issue de la victoire d'Al Ahli face à Al Kholood.

Interrogé sur son avenir, l'ancien joueur de Manchester City s'est montré clair : « Bien sûr, je resterai avec Al Ahli », a-t-il simplement déclaré ce samedi. Mahrez est également revenu sur le déroulement de la rencontre, remportée sur le score de 1-0 grâce à un but d'Ivan Toney. « Ce

n'était pas un match facile, mais l'essentiel était de prendre les trois points et de conserver notre cage inviolée », a-t-il expliqué. Champion d'Asie en mai puis vainqueur de la Supercoupe d'Arabie saoudite en août, Al Ahli abordait la saison avec le statut de grand favori. Toutefois,

après un début de championnat en demi-teinte, Al-Raqi vient seulement d'intégrer le podium. « Nous devons gagner tous nos matchs, puis nous verrons ce qui se passera. Pour le moment, nous sommes uniquement concentrés sur la victoire », a conclu Mahrez.

Lamine Yamal commence à poser problème en sélection espagnole



La presse espagnole dévoile des informations un peu inquiétantes sur la situation de la star du Barça en sélection.

C'est un sujet qui inquiète de plus en plus les fans de la sélection espagnole : comment se passera la cohabitation entre Lamine Yamal et les joueurs du Real Madrid à la Coupe du Monde 2026 ? Ces derniers mois, la pépite du FC Barcelone a ainsi eu quelques problèmes

avec des joueurs madrilènes susceptibles d'être présents dans le groupe de Luis de la Fuente, à l'image de Dani Carvajal, qui avait recadré le Barcelonais quand ce dernier avait expliqué que « le Real volait les matchs », mais aussi de Dean Huijsen, avec qui il s'est frotté lors de la finale de Supercoupe d'Espagne.

Ces dernières années, l'Espagne a - en partie - retrouvé une grosse domination sur la scène

européenne grâce à un groupe particulièrement soudé, quels que soient les clubs d'origine de chacun. De même sur la période 2008-2012, et ce alors que la rivalité entre le Barça et le Real Madrid, dont les joueurs composaient en majorité la sélection, était à son paroxysme.

Luis de la Fuente est inquiet Et comme l'indique AS, le staff de la Roja est bel et bien inquiet. Le média explique qu'il y a une véritable préoccupation

sur l'accueil qui sera fait à Lamine Yamal en sélection chez le sélectionneur, qui a déjà, par le passé, choisi de ne pas convoquer des joueurs qui pourraient poser des problèmes dans le groupe. Ce n'est pas encore le cas pour Lamine Yamal, qui sera évidemment convoqué, mais le journal explique que la tension entre Lamine Yamal et certains joueurs a « fait perdre des heures de sommeil » à LDLF et

ses adjoints.

Il y a une véritable crainte que la cohabitation se passe mal. Le tacticien espagnol est conscient qu'il ne peut pas se permettre d'avoir des tensions dans son effectif en Amérique cet été, alors que la Roja fait partie des grands favoris pour soulever la Coupe du Monde. Autant dire que ces prochains mois, il risque d'y avoir des réunions à foison entre toutes les parties pour tenter de calmer le jeu...



Thunderbird 147 est là L'alternative à Outlook s'offre enfin ces deux options manquantes

Le client de messagerie open source Thunderbird poursuit son évolution avec une nouvelle mise à jour axée sur l'ergonomie et la stabilité. Cette version apporte deux ajouts fonctionnels attendus, accompagnés d'une série de correctifs.

Le logiciel open source Thunderbird continue de se bonifier pour séduire ceux qui cherchent une alternative aux clients de messagerie propriétaires. Mozilla vient de publier la version 147, qui règle plusieurs problèmes techniques rencontrés par les utilisateurs depuis plusieurs mois. Au-delà des corrections de bugs, cette mise à jour apporte deux nouvelles fonctionnalités axées sur la navigation dans les dossiers et les options de personnalisation.

Thunderbird 147 : des nouveautés pensées pour la navigation et la personnalisation

Parmi les nouveautés mises en avant, la première concerne l'affichage de l'arborescence des dossiers. Les adeptes de l'interface compacte disposent désormais d'une option «

Afficher le chemin complet», qui permet de visualiser clairement la hiérarchie des dossiers dans le panneau latéral. L'objectif est de faciliter le repérage lorsque plusieurs niveaux sont utilisés, sans modifier l'organisation existante.

La seconde évolution touche à la traduction des dossiers spéciaux. Mozilla a revu la manière dont ces éléments sont localisés, en limitant dorénavant la traduction à une liste précise de noms. Pour laisser le choix aux utilisateurs, un nouveau paramètre fait son apparition : mail.useLocalizedFolderNames. Il permet d'activer ou de désactiver cette localisation selon les préférences de chacun, sans passer par des ajustements plus complexes.

Une série de correctifs pour renforcer la stabilité

Au-delà de ces ajouts, Thunderbird 147 propose une longue liste de corrections. Une action problématique lors de la compression simultanée de plusieurs dossiers fonctionne désormais correctement. Les sous-dossiers d'archives unifiées n'affichent plus de libellés



erronés ni de listes de messages vides. La mise à jour corrige également un dysfonctionnement apparu avec la version 128 : le bouton « Ouvrir et afficher » ne répondait pas lorsqu'un message signé OpenPGP était joint sous forme de fichier .eml. Ce problème est à présent résolu. D'autres anomalies ont été traitées, touchant aussi bien l'interface que certaines fonctions avancées. Les statuts et priorités sélectionnés réapparaissent correctement dans

les widgets de recherche. Dans les paramètres, la recherche du terme « pièce jointe » renvoie de nouveau vers la section adéquate. Des corrections ont aussi été apportées à la création de comptes OAuth2 EWS, à l'envoi de messages via SMTP lorsque plusieurs courriels sont en attente, aux alertes du calendrier en cas de problème de connexion, ainsi qu'à la création de tâches avec date de début ou d'échéance.

Cet analyste renommé en est persuadé OpenAI sera en faillite dans les 18 prochains mois



Cet analyste renommé en est persuadé : OpenAI sera en faillite dans les 18 prochains mois

OpenAI a un défaut majeur face à ses concurrents comme Google ou Microsoft

Et chez Sebastian Mallby, ce constat ne vient pas d'un scepticisme quant à la technologie de l'intelligence artificielle, bien au contraire. Il note ainsi que « les entreprises mettent généralement des décennies à déployer avec succès de nouvelles technologies », alors qu'en comparaison, les sociétés d'IA ont montré des progrès « spectaculaires ».

Ici le problème n'est pas l'intelligence artificielle, mais OpenAI. La firme présidée par Sam Altman doit en effet

dépenser sans compter, comme les autres géants de la tech comme Google, Meta ou Microsoft, sans pour autant pouvoir compenser par des revenus gigantesques générés par des activités parallèles, comme c'est le cas des GAFAM.

Et il voit peu de marge de manoeuvre pour l'entreprise. « Même si OpenAI revient sur bon nombre de ces promesses et en finance d'autres grâce à ses actions surévaluées, l'entreprise doit tout de même trouver des sommes colossales » affirme-t-il ainsi. Pour lui, le destin possible d'OpenAI est de finir en faillite, puis finalement d'être « absorbé par Microsoft, Amazon ou un autre géant disposant de liquidités importantes ». Alors, est-ce l'avenir ?

En Bref...



Quand Elon Musk s'exprime en général, on peut s'attendre à tout. Alors lorsqu'il s'agit de l'avenir de la défense, le Pentagone écoute, mais pas toujours avec le sourire. Lors d'une récente intervention, le patron de SpaceX et de xAI a suggéré que l'armée américaine devrait adopter une approche inspirée de Star Trek pour développer ses systèmes de défense du futur.

Le papa de Grok défend une vision bien précise et veut intégrer massivement l'intelligence artificielle dans les opérations militaires, mais sur tout avec son propre modèle en première ligne.

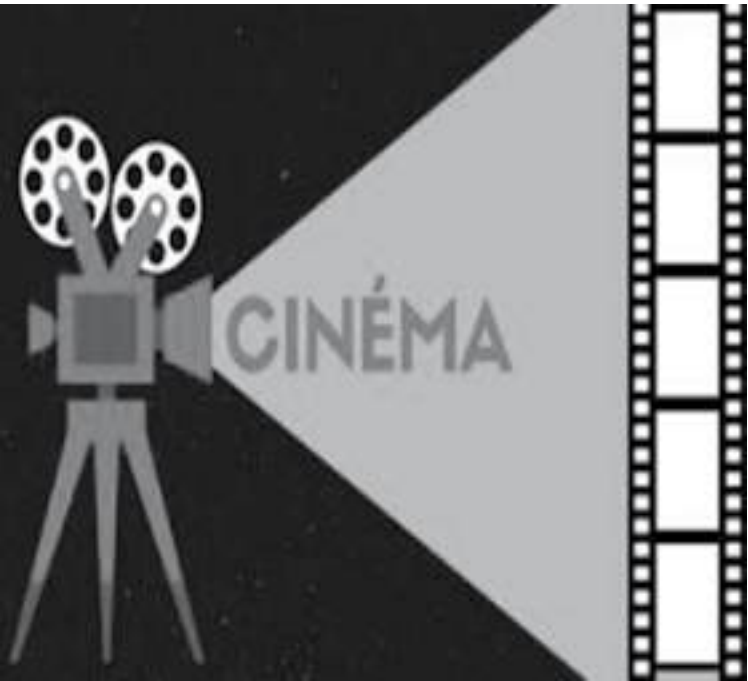
Sans surprise, cette sortie a provoqué des réactions contrastées au sein de l'establishment militaire. Certains y voient une vision audacieuse qui pourrait accélérer la modernisation de l'armée. D'autres s'inquiètent de la dépendance croissante envers des technologies civiles développées par des entreprises privées, notamment quand ces entreprises appartiennent à un homme qui multiplie les projets parallèles et les prises de position controversées. Le Pentagone hésite entre deux options. Il peut profiter de l'avance technologique du privé ou conserver le contrôle total de ses systèmes critiques.

Star Trek comme promesse plus que comme programme

Elon Musk a évoqué Star Trek sans entrer dans les détails, et cette référence tombe à point nommé. Dans la série, la Fédération des Planètes Unies dispose de systèmes d'armement sophistiqués, d'une coordination parfaite entre vaisseaux et d'une capacité à analyser les menaces en temps réel. Celui qui souhaite désormais racheter Ryanair imagine exactement la même chose pour l'armée américaine. Des flottes de drones autonomes, des satellites interconnectés et des systèmes de commandement donnent à l'IA un rôle déterminant dans la prise de décision.



Troisième rencontre participative entre Bendouda et les professionnels du cinéma



L'importance du film documentaire dans la préservation de la mémoire collective, ainsi que la nécessité d'adopter, à l'avenir, une approche intégrée conciliant cinéma commercial et cinéma d'auteur, ont été au centre de la troisième rencontre participative qui a réuni la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, avec les professionnels du cinéma, selon un communiqué du ministère publié mercredi.

Accueillie au siège du ministère de la Culture et des Arts à Alger, cette rencontre avec une élite de professionnels du 7e Art, s'est fixée pour but de «concrétiser une vision pratique et stratégique pour la relance du cinéma algérien, garantissant la production d'œuvres de haute qualité et la constitution

d'un public conscient et actif, capable de soutenir la créativité cinématographique nationale et la hisser aux niveaux local et international».

Les participants à cette rencontre ont abordé «l'importance du film documentaire en tant que l'une des formes majeures d'expression cinématographique, ainsi que son rôle dans l'observation de la réalité sociale, la sauvegarde de la mémoire collective et l'accompagnement des mutations sociétales».

«La nécessité d'adopter, à l'avenir, une approche globale combinant cinéma commercial et cinéma d'auteur, afin de dynamiser l'économie du cinéma algérien, tout en préservant le goût du public et en élevant la valeur artistique et esthétique des œuvres», a également été soulignée lors de cette rencontre,

indique le communiqué.

Par ailleurs, les cinéastes ont discuté de «modèles innovants pour l'exploitation des salles de cinéma», notamment à travers l'ouverture à des opérateurs privés qualifiés», conformément à des cahiers de charges rigoureux garantissant une «gestion de qualité, la pérennité de l'activité et la création d'un environnement économique favorable au développement d'une industrie cinématographique nationale durable».

Le «rôle des ciné-clubs dans l'animation de la scène culturelle, l'élargissement de la base du public cinéophile et la construction d'une conscience esthétique et critique, notamment chez les jeunes», ont également été parmi les aspects marquants de cette rencontre, tout comme

l'accompagnement des projections par des débats et des analyses» qui conduiraient à l'ancrage d'une «culture de visionnage réfléchi» et l'importance de «soutenir ces clubs, par l'encadrement de leurs activités afin de renforcer la présence du cinéma dans l'espace culturel public».

Dans ce contexte, Mme Bendouda a valorisé le «rôle central» de la Fédération des ciné-clubs, en tant que cadre organisationnel fédérateur chargé de coordonner les efforts, unifier les programmes et renforcer la coopération entre les différents ciné-clubs à travers le pays, permettant ainsi l'élaboration d'un projet culturel cinématographique structuré et durable.

La ministre a réitéré la

disponibilité de son département à «accompagner et soutenir ces initiatives, de manière à renforcer la participation culturelle et à élargir la base du public cinématographique».

La ministre de la Culture et des Arts avait auparavant tenu des rencontres similaires avec les représentants du 7e Art en Algérie, au cours desquelles elle avait abordé plusieurs axes importants pour l'amélioration et le développement du fait cinématographique, depuis l'étape de l'illusion narrative jusqu'à celle de la diffusion publique dans ses dimensions esthétiques et sociologiques.

Libye

Quand le cinéma défie l'oubli et l'indifférence

Dans les années 1960, la capitale libyenne comptait plus de 20 salles de cinéma.

Aujourd'hui, il n'en reste aucune. Des réalisateurs comme Mouayed Zabtia tentent de ressusciter le septième art, malgré l'indifférence de l'État et les tabous sociaux. Dans son studio improvisé, Mouayed tourne «1986», un film inspiré de faits réels, dont l'exil du chanteur Ahmed Fakroun. Un projet 100% autofinancé, comme tous ses films.

Mon objectif est de mettre en lumière le travail créatif libyen et de révéler les talents de nos

artistes ,acteurs, réalisateurs, techniciens son, maquilleurs, et bien d'autres. Je rêve que le public international les découvre, et que nos productions locales gagnent une reconnaissance mondiale, explique-t-il.

Aujourd'hui, c'est l'indifférence qui tue le cinéma libyen. Selon les réalisateurs comme Mouyed , le problème, c'est également le désintérêt total des gouvernements depuis 2011 pourtant, des talents existent y compris chez les femmes, souvent invisibilisées.

Représenter des femmes à l'écran reste un tabou. De plus, beaucoup de talents féminins ont peur de se

montrer. Pourtant, des femmes osent. Comme Naziha Arebi, réalisatrice libyo-britannique dont le documentaire Freedom fiedls sur des footballeuses libyennes, a été sélectionné à Toronto en 2018. Un autre film «Donga», sur la révolution de 2011, à été vu à Amsterdam.

En Libye, faire du cinéma, c'est un acte de résistance. Résistance contre l'oubli, contre les tabous, et surtout... contre l'indifférence. Pour Mouayed, Mohammed, et tous ceux qui croient encore au pouvoir des images, le combat ne fait que commencer.





L'acteur Tom Hanks et l'écrivain Russel Banks au menu des sorties littéraires étrangères

La star de «Matrix», Keanu Reeves, a également annoncé la sortie d'un premier roman de science-fiction. Après l'écran, l'écriture : les premiers romans des acteurs Tom Hanks et Keanu Reeves sortent en français début 2026, le premier rendant hommage au cinéma, le second plongeant dans la science-fiction. Dans Naissance d'un chef-d'œuvre du cinéma (Seuil), en librairie le 16 janvier après être sorti aux États-Unis en 2023, Tom Hanks raconte le tournage rocambolesque d'un film de super-héros au budget colossal. L'acteur de Forrest Gump et Apollo 13, âgé de 69 ans, «pose un regard d'initié sur les efforts considérables nécessaires à la production d'un film», résume l'éditeur. De son côté, le Canadien Keanu Reeves, 61 ans, ajoute le titre de romancier à ceux d'acteur.

réalisateur et musicien avec Le Livre d'ailleurs (Au diable vauvert), co-écrit avec China Miéville, un auteur britannique de romans de science-fiction et d'horreur. Ce roman, qui suit le périple d'un guerrier immortel, a été écrit parallèlement à la série de BD comics BRZRKR, que Keanu Reeves a co-crée et scénarisée. **Sorties internationales** Ces deux ouvrages font partie des nombreux romans anglophones publiés en français à l'occasion de la rentrée littéraire de janvier. Figure parmi eux le nouveau roman de Gabriel Tallent, l'auteur du best-seller My Absolute Darling, qui publie La Voie (Gallmeister), une histoire d'amitié dans le désert des Mojaves en Californie. Sont également attendus le roman ayant reçu le prestigieux Booker Prize, Chair (Albin Michel) de David Szalay, ainsi que Nos



héritages (Gallimard) d'Anna Hope sur les affres d'une famille d'aristocrates anglais. Un recueil posthume du grand

écrivain américain Russel Banks, American Spirits (Actes Sud), rassemble trois histoires se déroulant dans les États-Unis de Donald Trump. Également sous forme de nouvelles, la Mexicaine Dahlia de la Cerda raconte la cruelle réalité des adolescents recrutés par les narcotrafiquants dans Mexico Médée (Editions du sous-sol). L'un des écrivains italiens les plus reconnus, Sandro Veronesi, publie Septembre noir (Grasset), un drame familial dans une station balnéaire en 1972. Très remarqué dans son pays, le premier roman du Hongrois Gabor Zoltan, L'ivresse de la violence (Belfond), dévoile les atrocités commises par la milice des Croix-Fléchées en 1944 à Budapest.

Golden Globes Pourquoi les récompenses de «L'Agent secret» enthousiasment tant le Brésil

Le président Lula, qui a chaleureusement félicité le cinéaste Kleber Mendonça Filho et le comédien Wagner Moura, compte annoncer des mesures pour promouvoir le cinéma brésilien. Le président Lula, qui a chaleureusement félicité le cinéaste Kleber Mendonça Filho et le comédien Wagner Moura, compte annoncer des mesures pour promouvoir le cinéma brésilien. Le film brésilien L'Agent secret (O agente secreto) a décroché deux Golden Globes dans la soirée du 11 janvier à Los Angeles. Des récompenses qui sont à l'origine d'une profonde liesse et d'une grande fierté au Brésil, exprimées en premier lieu par le président Luiz Inacio Lula da Silva. Le dirigeant brésilien, qui s'était déjà entretenu avec eux, a félicité dans un message très officiel le réalisateur Kleber Mendonça Filho pour avoir décroché le Golden Globe du meilleur film en langue étrangère et Wagner Moura, celui du meilleur comédien dans un film dramatique. L'acteur est désormais une icône dans son pays, car c'est la première fois qu'un Brésilien est nommé dans cette catégorie où il a fait face cette année à Dwayne Johnson (The Smashing Machine), Jeremy Allen White (Springsteen: Deliver Me From Nowhere), Joel

Edgerton (Train Dreams), Michael B. Jordan (Sinners) et Oscar Isaac (Frankenstein). Durant leur conversation, le président Lula a fait savoir que son gouvernement annoncerait, «dans les prochains jours», l'obligation pour la télévision de diffuser des centaines de films brésiliens afin que ses compatriotes découvrent leur cinéma. Kleber Mendonça Filho et Wagner Moura ont, pour leur part, souligné combien la culture était importante pour la vie démocratique. Si la séquence est culturelle, elle est aussi éminemment politique. Dans un message sur X mettant en avant les bons résultats économiques de son pays, le président Lula s'est servi de la victoire de L'Agent secret en affirmant que 2026 commençait bien pour Wagner Moura et le film, ainsi que pour le gouvernement brésilien qui «bat des records en matière d'emploi et de revenus». **Tourner la sombre page de l'ère Bolsonaro** «Il y a un très grand enthousiasme lié à cette victoire, d'autant plus que le Brésil n'avait même plus obtenu de nominations aux Oscars ces dernières années depuis La Cité de Dieu. Cela lui donne une force symbolique très importante, explique Leticia Alasse, journaliste brésilienne indépendante basée

à Paris et votante du Golden Globes. D'autant plus qu'au début de l'année dernière, nous avons aussi eu Je suis toujours là [de Walter Salles]» qui est reparti avec l'Oscar du meilleur film étranger en 2024. «Cet élan est directement lié au contexte politique : après le coup d'État de 2016 et la suppression du ministère de la Culture en 2018, de nombreux projets sont restés bloqués, beaucoup de professionnels ont dû s'arrêter, et ce n'est qu'en 2022 que les financements ont été à nouveau débloqués, permettant à la culture au Brésil, pas seulement le cinéma, mais aussi le théâtre et d'autres formes artistiques, de se redévelopper», affirme également la journaliste Leticia Alasse. «Je suis toujours là et L'Agent secret sont des coproductions internationales avec la France, par exemple. Mais il est évident que le fait d'avoir été tournés au Brésil, avec des équipes et une identité brésiliennes, renforce considérablement cet élan.» **«Un goût spécial»** Wagner Moura, qui a déjà été nommé pour sa performance dans Narcos sur Netflix il y a dix ans, a confié à The Hollywood Reporter que ce moment avait «un goût spécial». «C'est un film très brésilien, qui vient d'un endroit très intime. C'est un moment très

politique au Brésil, donc nous sommes très contents de ce film. Nous en sommes très fiers.» Le film raconte l'histoire de Marcelo, un homme d'une quarantaine d'années qui, en 1977, alors que le pays vit dans la dictature depuis 1964, arrive dans la ville de Recife pour y retrouver son fils et construire une nouvelle vie alors qu'il est menacé de mort. «Le Brésil possède une histoire cinématographique forte, notamment avec le Cinema Novo des années 1960-1970, souligne encore Leticia Alasse. Nous avons perdu la fierté de notre cinéma national, et ce moment représente une reconquête.» **Les Brésiliens de retour dans les salles obscures** «Je suis toujours là et L'Agent secret portent une dimension politique très forte, ce qui empêche encore de rassembler l'ensemble de la population, car le sujet reste profondément clivant. Mais on constate que de plus en plus de personnes souhaitent retourner au cinéma», explique Leticia Alasse. L'Agent secret bénéficie effectivement d'un regain d'intérêt. «Effet direct des Golden Globes», a noté Kleber Mendonça Filho dans un post sur X publié le 15 janvier (Nouvelle fenêtre). Son film tourne désormais dans «410 salles» et «176 villes». Le long-métrage, exploité depuis

plus de onze semaines, a vu sa fréquentation exploser. Il enregistre 20 000 entrées par jour contre 5 000 auparavant. Au 15 janvier, il figurait à la 4e place du box-office brésilien derrière trois blockbusters américains (La Femme de ménage, Avatar 3 et Zootopia 3). «Au-delà de l'enthousiasme lié à la reconnaissance internationale, cela ouvre de nouvelles perspectives, poursuit la journaliste. Au Festival de Berlin de cette année, huit titres brésiliens sont déjà confirmés. Je pense que c'est un record et nous ne connaissons pas encore la sélection officielle. On s'attend à ce qu'un autre film soit retenu en compétition. Et probablement qu'à Cannes aussi, nous arriverons avec plusieurs films, ainsi qu'avec de nouveaux réalisateurs brésiliens.» En attendant, la belle histoire de L'Agent secret pourrait compter de nouveaux épisodes. Le film figure dans les 15 films présélectionnés dans la catégorie du meilleur film international aux Oscars. Le président Lula s'est montré très confiant. «En route pour les Oscars», a-t-il lancé à Kleber Mendonça Filho et Wagner Moura.



DIABÈTE :

Ces épices du placard améliorent la glycémie, mais cette erreur courante peut tout gâcher

Les épices, souvent reléguées au rang de simples aromates, pourraient jouer un rôle crucial dans la gestion du diabète. Certaines d'entre elles possèdent des propriétés bénéfiques pour la glycémie, mais une mauvaise utilisation peut réduire leurs effets. Quand on vit avec un diabète, chaque ingrédient compte, y compris ce qui paraît anodin comme les épices. Cannelle dans le yaourt, curcuma dans une soupe, gingembre en tisane... Beaucoup de patients se demandent si ces touches parfumées ont un impact réel sur leur glycémie ou si cela relève seulement du folklore culinaire. Les travaux rassemblés sur le sujet montrent que certaines épices ne font pas qu'aromatiser les plats. Elles contiennent des composés antioxydants, anti-inflammatoires ou riches en fibres



qui peuvent agir sur la glycémie ou sur la façon dont l'organisme utilise l'insuline, surtout en cas de diabète de type 2. Reste à comprendre ce qu'elles apportent exactement au quotidien. Pourquoi les épices intéressent les personnes diabétiques Les épices aident à éviter les rhumes ou problèmes infectieux, avec un fort pouvoir antioxydant. Certaines, comme le curcuma associé au poivre

noir, sont présentées comme préventives face aux maladies et bénéfiques chez des personnes atteintes de diabète de type 2 grâce aux curcuminoïdes qu'elles renferment. D'autres épices agissent plus directement sur la glycémie. Le fenugrec, riche en saponines et en fibres solubles, fait baisser la glycémie à jeun et régule aussi le cholestérol, tout en ralentissant l'absorption des glucides. La

cannelle améliore la sensibilité à l'insuline grâce à ses polyphénols et contient des composants proches de l'insuline, ce qui aide à mieux contrôler le taux de sucre. Quelles épices semblent les plus utiles pour la glycémie Pour l'hyperglycémie à jeun, la cannelle est décrite comme l'une des épices les plus puissantes. Les recommandations pratiques parlent d'en consommer 1 à 2 cuillères à café par jour, dans un yaourt, des flocons d'avoine ou une boisson chaude. Le curcuma, pris à raison d'environ 1 à 3 grammes quotidiens avec du poivre noir, aide à réguler le métabolisme du glucose. Le fenugrec se prend souvent à hauteur de 5 à 10 grammes de graines par jour ou en infusion. Il fait baisser la glycémie chez les personnes ayant un diabète de type 2, mais une surconsommation peut réduire fer, zinc, potassium et

calcium et provoquer un effet laxatif. Le gingembre, 1 à 2 grammes frais par jour, améliore l'absorption du glucose et réduit l'inflammation. D'autres comme le clou de girofle, la cardamome ou le cumin offrent aussi des effets hypoglycémiantes et antioxydants intéressants. Bien utiliser les épices quand on a un diabète Dans le cadre d'un diabète, ces épices restent des compléments alimentaires, pas des médicaments. Les experts insistent sur la nécessité de demander l'avis d'un médecin, d'un pharmacien ou d'un herboriste avant de se soigner avec des plantes, en particulier pour les femmes enceintes, les personnes déjà traitées ou atteintes de maladies chroniques. Les doses mentionnées concernent un usage culinaire, en association avec une alimentation équilibrée et un suivi médical.

Pourquoi une maison trop propre pourrait nuire à votre santé, selon les experts en microbiologie

Vous êtes un(e) véritable fée du logis ? Si vivre dans une maison propre est agréable au quotidien, prenez garde toutefois à ne pas détruire votre microbiome intérieur, préviennent des chercheurs. Si nettoyer minutieusement son intérieur part d'une bonne intention, une nouvelle étude indique qu'un excès de ménage pourrait être néfaste pour votre santé. En effet, le maintien de «bonnes bactéries» dans une maison permettrait de moins tomber malade. Des bactéries qui boostent nos défenses immunitaires De façon générale, nettoyer son intérieur est un réflexe sain : exit les poussières, détritux et autres microbes, place au doux parfum de la lessive et du multi-surfaces. Mais lorsque les séances de grand ménage se font trop régulières, elles peuvent affecter le microbiome de notre maison - pourtant essentiel à notre bonne santé, préviennent des chercheurs. Cet écosystème domestique, composé d'un ensemble de

bactéries, virus et champignons, «joue un rôle essentiel dans la modulation des maladies infectieuses et la promotion d'un développement immunitaire sain», soulignent les scientifiques. Et pour cause : cette «biomasse microbienne», en constante évolution (elle varie au gré des activités des occupants et de l'environnement : humidité d'une pièce, présence de cafards ou d'animaux domestiques, miettes de pain qui tombent par terre...) affecte directement la santé humaine en modifiant le microbiote intestinal et en faisant exploser le nombre d'agents pathogènes résistants aux antibiotiques. Conclusion ? Plus l'on balaye, aspire et nettoie le sol, plus les communautés microbiennes intérieures ont du mal à se nourrir... et finissent par mourir. «Malheureusement, les microbes qui survivent sont souvent des espèces robustes telles que Bacille (...) ou d'autres agents pathogènes résistants aux antimicrobiens, que les humains peuvent ensuite

transmettre à leurs habitations», précise le site Maclinique.fr. Ad «Même réduite, cette biomasse microbienne a des implications critiques pour la santé des occupants humains», confirme encore l'étude. Des mises en garde, que valide le Dr Gérard Kierzek. «La maison n'est pas un bloc opératoire» Selon le directeur médical de Doctissimo, nettoyer à l'excès sa maison n'est pas une bonne chose. «La maison n'est pas un bloc opératoire. Pire, trop d'hygiène tue l'hygiène. Une maison trop propre pourrait en effet avoir un impact négatif sur notre bien-être, en perturbant le microbiome domestique. Une diversité microbienne est nécessaire dans notre environnement», rappelle-t-il. Les réflexes à bannir, in fine ? • En premier lieu, évitez d'aseptiser votre environnement. «Un nettoyage excessif peut éliminer les microbes bénéfiques qui constituent pourtant notre première ligne de défense contre



les organismes pathogènes. Tout environnement trop stérile peut affaiblir notre système immunitaire, le rendant moins apte à combattre les infections», confirme encore le médecin ; • Même chose du côté des enfants : «l'exposition limitée aux microbes pourrait augmenter leur risque de développer des allergies et des maladies auto-immunes plus tard dans la vie» ; • Enfin, chercher l'équilibre. Une maison propre ne doit pas sentir l'eau de Javel tous les jours ! «L'objectif est de maintenir un équilibre

qui favorise un microbiome domestique sain. Privilégiez pour ce faire des méthodes de nettoyage douces plutôt que des désinfectants agressifs. Aérez également régulièrement les pièces pour favoriser la circulation de l'air et des microbes. Enfin, encouragez le contact avec la nature, comme le jardinage, pour diversifier le microbiome domestique», conseille le Dr Gérard Kierzek. «Car être trop maniaque est définitivement contre-productif pour notre santé», conclut-il.



Le ménage, ce remède discret contre la déprime

Sara Boueche

Et si la clé d'un mieux-être se cachait... dans un balai, une éponge ou une pile de linge à plier ? Longtemps perçu comme une contrainte quotidienne, le ménage s'impose aujourd'hui comme un allié inattendu du moral. Plus qu'une question d'ordre, il devient un véritable geste pour soi, capable d'alléger l'esprit autant que l'espace.

Dans nos vies rythmées par le stress, la fatigue et parfois la solitude, l'intérieur de la maison reflète souvent notre état intérieur. Quand tout s'accumule, vêtements, papiers, objets, la tête, elle aussi, s'encobre. À l'inverse, remettre un peu de clarté autour de soi, c'est souvent commencer à respirer autrement. Un environnement désordonné fatigue le regard et l'esprit.



Chaque objet laissé au hasard rappelle inconsciemment une tâche inachevée. Résultat : on se sent vite dépassée, irritable, démotivée. Ranger, nettoyer, trier permet alors de reprendre la main sur son quotidien. Ce sont de petits gestes, mais qui redonnent une sensation de contrôle et de stabilité deux choses essentielles

quand le moral vacille. Le ménage agit aussi comme une pause mentale. Passer l'aspirateur, laver la vaisselle ou plier du linge impose un rythme, une répétition presque méditative. On cesse de ruminer, on revient au présent. Le corps bouge, l'esprit se calme. Quand la déprime s'installe, même les tâches simples semblent

lourdes. Pourtant, faire son lit, ranger une table ou aérer une pièce crée une satisfaction immédiate. Ces petites réussites réveillent doucement la motivation. On ne change pas sa vie en une journée, mais on transforme une pièce, puis une autre... et peu à peu, on se transforme soi-même.

Dans certaines approches thérapeutiques, on parle même d'« activation comportementale » : agir avant d'avoir envie d'agir. Le ménage devient alors un déclencheur, pas une obligation. Comment faire du ménage un soin pour soi ? Pour qu'il aide vraiment, le ménage doit rester doux et réaliste : commencer petit : un coin, une étagère, une table. se donner peu de temps : 10 ou 15 minutes suffisent. mettre de la musique ou un podcast pour rendre le moment

agréable. ne pas viser la perfection, mais le mieux. Il ne s'agit pas d'être une femme parfaite, mais une femme bien avec elle-même. Bien sûr, le ménage ne remplace pas un soutien psychologique lorsque la souffrance devient profonde. Il ne soigne pas tout. Mais il peut accompagner, soutenir, redonner un premier élan. L'essentiel reste d'écouter ses limites et de ne pas transformer l'ordre en obsession. Finalement, ranger, c'est parfois se choisir. C'est ouvrir ses fenêtres, trier ses pensées, faire de la place pour plus de calme. Dans un monde qui va vite, le ménage devient un acte intime, presque thérapeutique : on nettoie son espace, mais aussi, doucement, son cœur.

Déco 4 tendances à suivre en 2026 pour dynamiser son intérieur en douceur

Laissez-vous guider par les dernières inspirations du moment pour apporter élégance et caractère à votre déco.

L'année 2026 marque un tournant dans l'univers de l'aménagement intérieur, privilégiant une approche à la fois sensorielle et audacieuse. Les nouvelles tendances mettent l'accent sur le confort décontracté, le retour aux nuances organiques et des jeux de contrastes de matières inédits.

La chauffeuse moelleuse au sein du salon

Qu'est-ce qu'on aime ces fauteuils aussi rembourrés que confortables, avec une assise au ras du sol qui invite à la détente. Sous leurs airs doudous, ils restent pratiques. Compacts, modulables... on peut les additionner pour les transformer en canapé, les séparer et même ajouter un repose-pied assorti pour plus de confort. Pas d'accoudoirs et alors ? Liberté totale : vous bougez comme bon vous semble, vous n'êtes pas entravés dans vos mouvements ! Ainsi, vous pouvez vous asseoir en tailleur, allongée, ou même à plusieurs.

La couleur verte en vedette

D'une teinte douce mais profonde, la plus proche du végétal, ce mur évoque les grands espaces et répond à notre besoin d'évasion, de liberté et de connexion avec

la nature. Facile à vivre, il revêt une pointe de sophistication accompagné de teintes crème et de bois foncé.

Pour un effet encore plus nature : mariez plusieurs nuances ensemble (olive, sauge, pistache...), sur des rideaux, du mobilier ou des accessoires. Toutes ces tonalités vont vibrer entre elles, comme un écho aux multiples nuances d'un sous-bois ou d'une prairie, tout en restant chic.

Le contraste de matières sophistiqué

D'un côté, le chrome, à ballure froide et mécanique, qui capte et reflète la lumière. De l'autre, le bois foncé, imitation noyer, qui réchauffe l'atmosphère. Le résultat ? Un effet raffiné avec une pointe assez rock n' roll. C'est l'association de couleur et de matière la plus puissante de la saison !

Où l'adopter ? En cuisine, où cette alliance est particulièrement appropriée. En effet, accessoires et petit électroménager argentés se marient parfaitement au mobilier aux teintes acajou.

Audace et créativité

On balaie la morosité hivernale avec une belle palette de couleurs franches et pop et des accessoires ludiques et régressifs. A disposer comme des petites saynètes dans la salon ou dans l'entrée pour créer des bulles vitaminées.



Fashion Week masculine automne-hiver 2026-2027

Ralph Lauren revient à Milan ainsi qu'Armani sans son fondateur Giorgio

Si le styliste Giorgio Armani n'est plus, son souvenir perdure : lancées en septembre 2025, les deux expositions dont il avait été le curateur sont prolongées jusqu'au 3 mai.

Avant Paris, Milan lance la Fashion Week masculine automne-hiver 2026-2027 avec un calendrier chargé de 84 rendez-vous (19 défilés, 7 shows en digital, 43 présentations et 15 événements) du 16 au 20 janvier. Après des années sans défilé, Ralph Lauren fait son retour vendredi 16 janvier à Milan, où s'ouvre une semaine de la mode masculine marquée par quelques grands absents, trois jours avant le premier défilé Armani sans son fondateur Giorgio.

Après un détour par Dubaï en 2025, le géant italien du textile Zegna doit inaugurer à 15H (14H GMT) le calendrier des défilés automne-hiver 2026-2027. Ralph Lauren fera ensuite son retour à Milan, vingt-quatre ans après son premier et dernier défilé en Italie, en 2002, où le styliste américain s'était montré d'une élégance très conservatrice. Les habitués des défilés milanais Prada, Dolce & Gabbana et Dsquared2 sont programmés au cours du week-end. Le Britannique Paul Smith revient également dans la capitale lombarde après un premier défilé chez les hommes en juin 2025.

Avant Paris, Milan lance la



Fashion Week masculine automne-hiver 2026-2027 avec un calendrier chargé de 84 rendez-vous (19 défilés, 7 shows en digital, 43 présentations et 15 événements) du 16 au 20 janvier. Après des années sans défilé, Ralph Lauren fait son retour vendredi 16 janvier à Milan, où s'ouvre une semaine de la mode masculine marquée par quelques grands absents, trois jours avant le premier défilé Armani sans son fondateur Giorgio.

Après un détour par Dubaï en 2025, le géant italien du textile Zegna doit inaugurer à 15H (14H GMT) le calendrier des défilés automne-hiver 2026-2027. Ralph Lauren fera ensuite son retour à Milan, vingt-quatre ans après son premier et dernier défilé en Italie,

en 2002, où le styliste américain s'était montré d'une élégance très conservatrice. Les habitués des défilés milanais Prada, Dolce & Gabbana et Dsquared2 sont programmés au cours du week-end. Le Britannique Paul Smith revient également dans la capitale lombarde après un premier défilé chez les hommes en juin 2025.

À travers une narration raffinée et intime, Giorgio Armani Privé 2005-2025 retrace deux décennies de haute couture, reflète d'une quête incessante de beauté, tout en mettant en lumière l'équilibre entre pureté des formes et minutie du savoir-faire artisanal. L'exposition, installée dans le principal musée de Milan, présente quant à elle le style de

Giorgio Armani à travers 133 créations, exposées aux côtés de chefs-d'œuvre de l'art italien, du Moyen-Âge au XIXe siècle. La mode et la peinture y dialoguent, invitant les visiteurs à se laisser surprendre par des affinités et contrastes inattendus.

Ralph Lauren comme Armani devraient aussi briller à partir du 6 février en Italie avec les Jeux olympiques d'hiver Milan-Cortina, où ils habillent respectivement l'équipe américaine et l'équipe italienne (pour Armani via la marque sportive EA7). La marque italienne K-Way tout comme le géant chinois du sport Li-Ning, sponsor de son équipe nationale, ont aussi prévu des événements au thème alpin.

Crise du secteur en Italie

L'industrie de la mode italienne reste empêtrée dans la crise du luxe, entre exportations en baisse et accusations d'abus dans la sous-traitance. Du côté de la mode homme, le chiffre d'affaires des entreprises italiennes a baissé en 2025 de 2,1% sur un an, à 11,2 milliards d'euros, selon l'organisation patronale Confindustria Moda. Cravates, chemises : toutes les pièces sont en baisse à part les vêtements en cuir, dans cette filière qui représente 19,3% du chiffre d'affaires de l'économie du textile en Italie. Les exportations (avec comme destinations principales la France, l'Allemagne et les États-Unis) ont baissé de 2% tandis que les importations sont en hausse de 2,8%.

«Il y a beaucoup de points faibles» mais «les entreprises ne restent pas inactives», a déclaré le dirigeant de la Chambre de commerce de la mode italienne, Carlo Capasa, lors de la présentation de la semaine de la mode. «Nous pensons que 2026 pourrait être l'année de la reprise après les difficultés, dues à la conjoncture, notamment à l'international», a déclaré à la presse le ministre du Made in Italy Adolfo Urso à l'ouverture du salon Pitti Uomo à Florence, qui précède traditionnellement la Fashion Week milanaise.

Ils ont réussi à «faire parler un mort»

La voix d'Henri IV reconstituée grâce à la science



Philippe Charlier et Robin Baudouin ont littéralement fait parler la momie d'Henri IV. Le premier est médecin légiste, anatomo-pathologiste, archéo-anthropologue et paléopathologiste. Le deuxième est chirurgien spécialisé en laryngologie et en chirurgie cervico-faciale. Ils ont pu modéliser en 3D le crâne et les structures anatomiques de la tête du souverain mort en 1610(Nouvelle fenêtre)

pour reproduire sa voix. «En travaillant ensemble, on arrive à littéralement faire parler les morts», explique Philippe Charlier.

Les deux scientifiques ont utilisé des techniques de phonétique expérimentale et d'analyse des paramètres acoustiques pour reconstituer une «capsule» qui contient les paramètres les plus plausibles de la voix de Henri IV. C'est cette capsule que franceinfo diffuse,

samedi 17 janvier. Concrètement, c'est une série de phonèmes, «ce qui est déjà en soi un exploit scientifique», se réjouit Philippe Charlier. «Pour aboutir à cette capsule, il y a deux années de phonétique expérimentale menées dans le laboratoire anthropologie, archéologie, biologie (LAAB) de Philippe Charlier et le laboratoire de phonétique et de phonologie (LPP)», explique Robin Baudouin.

Tout est parti de l'analyse de la tête momifiée d'Henri IV, restée en excellent état de conservation depuis sa mort. «Une chance inestimable» et «la meilleure base possible pour un résultat 100% cohérent», relève Robin Baudouin. Les scientifiques ont pu modéliser en 3D le crâne et les structures anatomiques de la tête, notamment le larynx, les cordes vocales et une partie de la trachée. Ils se sont basés sur des scanners et IRM de patients vivants de morphologie comparable pour compléter le modèle 3D. Ils ont ensuite pu modéliser

le conduit vocal et les structures nécessaires à la phonation. Ils ont aussi «redressé» la tête pour la «replacer dans une position un peu propice à la phonation». Puis ils ont injecté de l'air dans ces voies aériennes supérieures, de la bouche jusqu'au bas du larynx, pour tenter de reproduire le son de la voix.

Prochaine étape : passer des phonèmes à «des phrases ou des mots»

Cette première «capsule» n'est qu'une étape: une fois cette base phonétique établie, les scientifiques veulent aller plus loin en faisant prononcer à la reconstitution d'Henri IV des phrases complètes. Cela nécessitera de travailler avec des spécialistes de la prononciation du français au XVIIe siècle pour affiner l'accent et l'intonation. «Cela va être un petit peu plus compliqué, explique Philippe Charlier. Il n'y a pas simplement l'accent du Béarn, il y a aussi la façon qu'on avait au XVIIe siècle de prononcer. Le 'u' n'existe pas, c'est un

'ou' plutôt qu'autre chose. Les 'r' sont roulés. Il y a donc tout un travail secondaire pour le faire parler de façon encore plus complexe, c'est-à-dire non plus des phonèmes mais des phrases ou des mots».

«La voix, c'est une émotion, c'est un discours, c'est un contexte, rappelle Robin Baudouin. On peut extrapoler et venir lui faire dire quelque chose, mais avant ça, ce qui est important, c'est le principe de la recherche scientifique, c'est la méthodologie». Ils espèrent aboutir «dans les prochains mois», conclut Philippe Charlier, et pourquoi pas lui faire prononcer «une lettre d'amour à Gabrielle d'Estrées» ou «les premières phrases de l'édit de Nantes, qui est un édit de tolérance. Je pense qu'à notre époque, on en a particulièrement besoin.»

Le paléopathologiste Philippe Charlier était l'invité de Pour info, le 16 janvier sur franceinfo.

Cours particuliers : La guerre silencieuse dans les couloirs de l'école

Sara Boueche

Dans de nombreux établissements, une guerre informelle et souvent invisible se joue hors des heures de classe : la course aux élèves pour les cours particuliers. Ce phénomène, signalé par des parents, des élèves et quelques enseignants, révèle des pratiques inquiétantes où la compétition professionnelle se transforme parfois en coercition pédagogique.

Les cours particuliers constituent depuis longtemps une activité complémentaire pour certains enseignants. Mais, au fil du temps, cette pratique a pris des allures de marché structuré : niveaux tarifaires, paliers de prestations et stratégies commerciales pour attirer un carnet d'élèves. Ce processus de professionnalisation n'est pas en soi problématique ; il devient préoccupant lorsque la logique commerciale vient miner l'éthique pédagogique.

En effet, dans cette course féroce et effrénée, chaque élève devient un client, chaque niveau scolaire un palier rentable, et chaque bulletin une vitrine.

On se dispute les collégiens, les lycéens. On promet un meilleur encadrement, des astuces "maison", parfois même des sujets "qui tombent souvent". Jusque-là, la concurrence reste supportable. Le problème commence quand elle sort de la salle de soutien pour entrer dans la salle de classe.

Car plusieurs élèves racontent autre chose. Ils parlent de regards qui changent, de notes qui glissent, de remarques piquantes lancées devant les camarades. Ils évoquent aussi cette phrase à demi-mot : « Si tu ne fais pas cours chez moi, tu le regretteras. » Pas besoin de cris. Une interrogation surprise, une correction excessivement sévère, une mise à l'écart suffisent parfois à faire passer le message.

Ainsi, la note n'est plus seulement un outil pédagogique, mais peut devenir une arme commerciale. On ne juge plus uniquement ce que l'élève sait, mais aussi où il va après la classe. Ceux qui choisissent un autre enseignant, ou qui n'ont pas les moyens, se retrouvent en périphérie du système, coincés entre peur, injustice et silence. Ces comportements,

lorsqu'ils existent, prennent la forme d'un chantage morale : Pour de meilleurs résultats, il faudrait "passer par la bonne porte".

Plus troublant encore, ce jeu ne se déroule pas toujours en cachette. Il arrive que cela se fasse avec la complicité silencieuse, voire active, de certains directeurs d'établissements. Par tolérance, par intérêt ou par peur du conflit, des dérives sont laissées sans contrôle. L'administration scolaire, censée protéger l'équité, devient alors spectatrice d'un système qui se normalise.

Ainsi, l'école, censée égaliser les chances, finit par les trier. Les familles qui paient avancent plus vite. Les autres stagnent. La confiance s'effrite. Les élèves apprennent moins la matière que la stratégie : à qui se rattacher, chez qui s'inscrire, comment éviter de "déplaire". Et pendant ce temps, la salle de classe change de visage. Elle ressemble moins à un lieu de savoir qu'à une antichambre commerciale où chacun défend son territoire pédagogique.

Face à ces dérives, des solutions existent. Il ne s'agit



pas d'interdire les cours particuliers, mais d'en fixer clairement les limites. La classe ne doit pas devenir une vitrine, la note une monnaie d'échange, ni l'élève un client captif.

Il est aussi essentiel d'encourager une véritable transparence des pratiques d'évaluation des acquis. Publier les barèmes, partager les corrigés types, expliquer les critères de notation permet de réduire les soupçons d'arbitraire et de restaurer un climat de confiance. Quand l'élève comprend pourquoi il a obtenu telle ou telle note, l'évaluation redevient un outil pédagogique, et non un instrument de pression.

À cela s'ajoutent la nécessité

de la mise en place des mécanismes d'écoute et de signalement sûrs et anonymes pour les élèves et les parents, suivis d'enquêtes impartiales, ainsi que le développement de dispositifs de soutien gratuits dans les établissements, et le rappel constant de la déontologie professionnelle.

Car quand la guerre des cours particuliers déborde sur l'école, ce n'est plus seulement une concurrence entre enseignants. C'est une fracture dans la mission même de l'éducation. Former, évaluer équitablement et protéger l'élève doivent rester la priorité. Le reste, y compris la course aux clients, doit s'arrêter à la porte de la classe.

Adhésion de 450 entreprises au programme "Dzair pour le soutien aux exportateurs" pour l'accès aux marchés africains

Le programme "Dzair Export Assistance Programme" pour l'accès aux marchés africains, lancé en janvier 2025 par la Société d'études économiques et de développement des Investissements (SEEDI), a enregistré l'adhésion de 450 entreprises souhaitant exporter leurs produits, a indiqué le directeur de cette société, Hicham Saïdi.

M. Saïdi a précisé, dans une déclaration à l'APS, en marge du Salon national des produits algériens exportés, organisé par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et qui s'est clôturé vendredi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, que ce programme repose sur un accompagnement global, allant du diagnostic initial de



la situation de l'entreprise, aux études approfondies, jusqu'à la formation spécialisée dans les domaines de l'exportation, de la logistique et de la gestion de la chaîne exportatrice.

Le programme se trouve actuellement en phase de maturation, marquée par l'examen approfondi des dossiers des entreprises adhérentes, a ajouté le

responsable, précisant que son lancement effectif interviendra immédiatement après la deuxième édition de la Conférence africaine sur l'exportation et la logistique, prévue le 21 avril 2026 à Alger.

Il a souligné que le produit algérien a atteint des niveaux appréciables lui permettant de pénétrer les marchés africains,

avec la possibilité de poursuivre son développement pour accéder à d'autres marchés mondiaux, estimant que cela reflète les efforts consentis par les opérateurs économiques pour améliorer leurs produits conformément aux normes internationales.

S'agissant des perspectives d'exportation, il a relevé que l'Accord de la Zone de libre-

échange continentale africaine (ZLECAF) a permis de passer à des commandes régulières émanant de plusieurs pays africains, traduisant ainsi l'ancrage du produit algérien sur ces marchés.

Il a également affirmé que l'ensemble des produits algériens est en mesure de concurrencer sur le marché africain, notamment les industries agroalimentaires, les matériaux de construction, le fer et les industries pharmaceutiques, bénéficiant de la position géographique stratégique de l'Algérie ainsi que des mécanismes de soutien de l'Etat, en particulier le Fonds spécial de promotion des exportations qui prend en charge la moitié des coûts de transport, conférant ainsi un avantage compétitif au produit national.